



NOTICE ANNUELLE

Le 28 janvier 2020

Parts de série A, de série D, de série F et de série O

Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité QUBE RBC

Fonds d'actions chinoises RBC

Table des Matières

Désignation, constitution et genèse des fonds	2
Pratiques et restrictions en matière de placement	2
Placements	2
Placements dans des instruments dérivés	3
Opérations de prêt, mises en pension et prises en pension de titres	3
Restrictions en matière de placements	4
Statut fiscal	10
Description des parts offertes par les fonds	10
Assemblée des porteurs de parts	11
Calcul de la valeur liquidative par part	12
Évaluation des titres détenus par un fonds	13
Achats, substitutions et rachats de parts	15
Comment souscrire, faire racheter et échanger des parts	15
Échange et reclassification de parts	17
Rachats	17
Circonstances où vous ne serez peut-être pas autorisé à faire racheter vos parts	18
Responsabilité à l'égard des activités des fonds	18
Gestionnaire, fiduciaire et gestionnaire de portefeuille	18
Placeur principal	21
Conseillers en valeurs	21
Arrangements en matière de courtage	22
Dépositaire	23
Auditeur	23
Agent chargé de la tenue des registres	23
Agent de prêt de titres	24
Comité d'examen indépendant	24
Conflits d'intérêts	24
Principaux porteurs de titres	24
Entités membres du groupe	25
Régie des fonds	27
Politiques, procédures, pratiques et lignes directrices	27
Comité d'examen indépendant	27
Politiques et procédures de vote par procuration	28
Droits de vote et investissements dans un fonds de fonds	29
Opérations à court terme	30
Incidences fiscales	30
Imposition des fonds	30
Imposition des porteurs de parts	33
Relevés d'impôt	34
Régimes enregistrés et CELI	34
Admissibilité pour les régimes enregistrés et les CELI	34
Au sujet des REEE	35
Obligations d'information internationales	36
Rémunération des administrateurs, des dirigeants et du fiduciaire	36
Contrats importants	36
Attestation des fonds et du gestionnaire, du promoteur et du placeur principal des fonds (sauf pour la série A)	A-1
Attestation du placeur principal des fonds (série A)	A-2

Désignation, constitution et genèse des fonds

La présente notice annuelle contient des renseignements sur les fonds RBC indiqués en page couverture. Des titres d'autres fonds RBC sont vendus aux termes d'un prospectus simplifié et d'une notice annuelle distincts. Dans le présent document :

- › « nous », « nos » et « notre » désigne RBC Gestion mondiale d'actifs Inc. (« RBC GMA »);
- › un ou les « fonds » désigne les fonds ou les séries des fonds indiqués en page couverture.

L'adresse principale de chacun des fonds est c/o RBC Gestion mondiale d'actifs Inc., 155 Wellington Street West, Suite 2200, Toronto (Ontario) M5V 3K7.

RBC GMA est le gestionnaire, le fiduciaire et le gestionnaire de portefeuille principal de chaque fonds. RBC GMA est également le placeur principal des parts des fonds, exception faite des parts de série A. RBC GMA est issue du regroupement de Phillips, Hager & North gestion de placement Itée (« PH&N ») et de RBC Gestion d'Actifs Inc., membre de son groupe, le 1^{er} novembre 2010. Le 1^{er} novembre 2013, RBC GMA s'est regroupé avec sa filiale en propriété exclusive, Les Conseillers en placements BonaVista limitée, et l'entité issue du regroupement a conservé le nom de RBC GMA. Fonds d'investissement Royal Inc. (« FIRI ») est le placeur principal des parts de série A des fonds. RBC GMA est le gestionnaire de placements principal des entreprises de RBC® offrant des services aux particuliers, dont les fonds RBC, les fonds de PH&N et les portefeuilles privés RBC. La Fiducie RBC Services aux investisseurs (« RBC SI ») est le dépositaire des fonds. Se reporter à la rubrique « Responsabilité à l'égard des activités des fonds » à la page 18. RBC GMA, FIRI, RBC Placements en Direct Inc. (« RBC PD »), RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (« RBC DVM »), RBC SI et Phillips, Hager & North gestion de fonds de placement collectif Itée (« PH&N GFPC ») sont toutes des filiales en propriété exclusive de Banque Royale du Canada (la « Banque Royale »). L'expression « RBC » désigne la Banque Royale et les sociétés de son groupe.

Chaque fonds se divise en plusieurs séries de parts (les « parts ») qui représentent la participation que détiennent les porteurs de parts (les « porteurs de parts ») dans un fonds.

Tous les montants en dollars figurant dans le présent document sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Chacun des fonds est une fiducie de fonds commun de placement à capital variable régie par les lois de l'Ontario et par une déclaration de fiducie générale modifiée datée du 27 juin 2019 (la « déclaration de fiducie générale ») signée par RBC GMA, en qualité de fiduciaire des fonds, et un règlement à l'égard de chaque fonds.

Le Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité QUBE RBC a été constitué le 30 septembre 2019, Le Fonds d'actions chinoises RBC a été constitué le 27 janvier 2020.

Pratiques et restrictions en matière de placement

Placements

Chaque fonds a été conçu pour répondre aux objectifs de placement de différents types d'épargnants. Il y a lieu de se reporter au prospectus simplifié des fonds pour une description de l'objectif de placement de chaque fonds.

La modification de l'objectif de placement fondamental d'un fonds nécessite le consentement de la majorité des porteurs de parts du fonds votant sur cette question. Le fiduciaire peut apporter d'autres changements aux stratégies et activités de placement d'un fonds sans le consentement des porteurs de parts, sous réserve de l'approbation requise de la part des autorités canadiennes en valeurs mobilières et/ou du comité d'examen indépendant (le « CEI ») des fonds.

Placements dans des instruments dérivés

Les fonds peuvent avoir recours à des instruments dérivés autorisés par les autorités canadiennes en valeurs mobilières aux fins de couverture ou à d'autres fins. De plus, certains organismes de placement collectif dans lesquels les fonds peuvent investir (collectivement, les « fonds sous-jacents ») peuvent utiliser des instruments dérivés autorisés par les autorités canadiennes en valeurs mobilières aux fins de couverture ou à d'autres fins. Les facteurs de risque associés à l'utilisation d'instruments dérivés sont présentés dans le prospectus simplifié des fonds.

Les instruments dérivés peuvent être utilisés pour participer à l'évolution d'un marché ou d'un groupe de titres donné sans qu'il soit nécessaire d'acquérir directement les titres ou pour réduire temporairement une participation dans un marché donné dans lequel le fonds sous-jacent a déjà investi. Les instruments dérivés qu'un fonds sous-jacent peut utiliser comprennent les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés, les bons de souscription, les options ou les options sur contrats à terme, les swaps et les parts indicielles.

RBC GMA est responsable de la gestion des risques associés à l'utilisation d'instruments dérivés. Elle suit des lignes directrices écrites énonçant les objectifs et les buts liés à la négociation d'instruments dérivés qui sont établies et revues périodiquement par le conseil d'administration de RBC GMA, au besoin. De plus, RBC GMA a des politiques et des procédures de contrôle écrites énonçant les procédés de gestion des risques applicables à la négociation d'instruments dérivés. Ces politiques et procédures précisent les formalités d'autorisation, de documentation, de déclaration, de suivi et de révision relatives à des stratégies en matière d'instruments dérivés qui permettent d'assurer que ces fonctions sont exercées par des personnes indépendantes de celles qui négocient les instruments dérivés. Les politiques et procédures de contrôle relatives à la négociation des instruments dérivés font partie du régime de conformité de RBC GMA. Une équipe spécialement formée examine toutes les opérations sur instruments dérivés afin de s'assurer que les positions sur instruments dérivés des fonds respectent les politiques et procédures de contrôle existantes à cet égard. Étant donné que les fonds ont rarement recours à des instruments dérivés, RBC GMA ne procède pas actuellement à des simulations visant à mettre le portefeuille à l'essai dans des conditions difficiles. Les stratégies en matière d'instruments dérivés font l'objet d'un suivi régulier par la direction de RBC GMA. Se reporter à la rubrique « Régie des fonds » à la page 27. Des auditeurs internes de la Banque Royale s'assurent périodiquement du respect de ces politiques et procédures.

Opérations de prêt, mises en pension et prises en pension de titres

Les fonds peuvent conclure des opérations de prêt, des mises en pension et des prises en pension de titres conformément aux règles des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Aux termes d'une convention de mandataire, RBC GMA a nommé RBC SI afin qu'elle agisse à titre de mandataire de RBC GMA et des fonds et qu'elle conclue des opérations de prêt, des mises en pension et des prises en pension de titres pour le compte des fonds. Cette convention de mandataire prévoit les types d'opérations qu'un fonds pourra conclure, les types d'actifs du portefeuille des fonds qui peuvent être utilisés, les exigences relatives à la garantie, les limites quant à la taille des opérations, les contreparties permises aux opérations et le placement des liquidités reçues en garantie. Le mandataire :

- › s'assurera qu'une garantie soit fournie sous forme d'espèces, de titres admissibles ou de titres convertibles en titres visés par l'opération de prêt, la mise en pension ou la prise en pension de titres;
- › évaluera les titres prêtés ou achetés et la garantie quotidiennement pour s'assurer que la valeur de la garantie équivaut à au moins 102 % de la valeur des titres;
- › investira les liquidités reçues en garantie conformément aux restrictions en matière de placements prévues dans la convention de mandataire;
- › n'investira pas plus de la moitié de la valeur liquidative d'un fonds dans des opérations de prêt ou des mises en pension de titres à tout moment donné;
- › évaluera la solvabilité des contreparties aux opérations de prêt, aux mises en pension et aux prises en pension de titres.

Un fonds peut mettre fin en tout temps aux opérations de prêt de titres le touchant. Les fonds concluent des opérations de mise en pension et de prise en pension de titres d'une durée maximale de 30 jours.

RBC GMA et RBC SI passent en revue la convention de mandataire ainsi que les opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres périodiquement, au besoin, pour s'assurer qu'elles respectent la réglementation canadienne en valeurs mobilières et les politiques de régie interne décrites ci-dessus.

Les facteurs de risque associés au prêt, à la mise en pension et à la prise en pension de titres sont présentés dans le prospectus simplifié des fonds. RBC GMA est chargée de gérer les risques associés au prêt, à la mise en pension et à la prise en pension de titres. Des lignes directrices écrites, établies et revues périodiquement par le conseil d'administration de RBC GMA, au besoin, énoncent les objectifs relatifs aux opérations de prêt, aux mises en pension et aux prises en pension de titres. RBC GMA a mis en place des politiques et des procédures écrites de contrôle énonçant les pratiques de gestion des risques applicables aux opérations de prêt, aux mises en pension et aux prises en pension de titres. Étant donné que les fonds ont rarement recours à des opérations de prêt, des mises en pension et des prises en pension de titres, RBC GMA ne procède pas actuellement à des simulations visant à mettre le portefeuille à l'essai dans des conditions difficiles. Toutes les opérations de prêt, les mises en pension et les prises en pension de titres font l'objet d'un suivi régulier de la part de la direction de RBC GMA. Se reporter à la rubrique « Régie des fonds » à la page 27. Des auditeurs internes de la Banque Royale s'assurent périodiquement du respect de ces politiques et procédures.

Restrictions en matière de placements

Sous réserve des exceptions indiquées ci-dessous, nous gérons chacun des fonds conformément aux restrictions et pratiques ordinaires concernant les placements des organismes de placement collectif (les « restrictions ») contenues dans la législation sur les valeurs mobilières, y compris le *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le « Règlement 81-102 ») et le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »). Les restrictions visent entre autres à faire en sorte que les placements des fonds soient diversifiés et relativement liquides, et que leur mode d'administration soit adéquat. Un fonds ne peut se fier aux exceptions applicables à tous les fonds décrites ci-après que si ses objectifs de placement sont conformes à celles-ci.

Titres d'un émetteur relié

De façon générale, les restrictions empêchent un fonds d'acheter les titres d'un émetteur relié. Toutefois, un fonds peut acheter les titres d'un émetteur relié si l'achat est effectué sur une bourse à la cote de laquelle les titres sont inscrits et sur laquelle ils sont négociés. Un fonds peut donc acheter, à titre d'exemple, des actions ordinaires et des actions privilégiées inscrites à la cote d'une bourse. RBC GMA a obtenu une dispense qui permet à un fonds d'acheter des titres de créance d'un émetteur relié dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) l'achat est effectué sur le marché secondaire;
- ii) le titre de créance a obtenu une notation désignée d'une agence de notation désignée;
- iii) le prix devant être payé n'est pas supérieur au cours vendeur du titre établi de la façon suivante :
 - A) si l'achat est effectué sur un marché, conformément aux exigences du marché,
 - B) si l'achat n'est pas effectué sur un marché,
 - 1) le prix auquel un vendeur indépendant n'ayant pas de lien de dépendance est disposé à vendre; ou
 - 2) le prix coté publiquement par un marché indépendant ou tout au plus le prix coté publiquement par au moins une partie indépendante n'ayant pas de lien de dépendance.

RBC GMA a également reçu une dispense qui permet à un fonds d'acheter des titres de créance d'un émetteur relié (exception faite de titres adossés à des actifs), dont la durée est d'au moins 365 jours avant leur échéance, offerts sur le marché primaire (c.-à-d. auprès de l'émetteur) (un « placement ») pourvu que toutes les conditions suivantes soient respectées :

- i) le titre de créance doit avoir obtenu une notation désignée d'une agence de notation désignée;
- ii) la taille du placement doit être d'au moins 100 millions de dollars;
- iii) au moins deux acheteurs sans lien de dépendance doivent acheter collectivement au moins 20 % des titres émis dans le cadre du placement;
- iv) après l'achat, au plus 5 % de l'actif net du fonds doit être investi dans les titres de créance de l'émetteur;
- v) après l'achat, les fonds et d'autres fonds d'investissement reliés ne doivent pas détenir collectivement plus de 20 % des titres émis dans le cadre du placement;
- vi) le prix d'achat ne doit pas excéder le prix le plus bas versé par un acheteur sans lien de dépendance.

Opérations pour son compte

De façon générale, les restrictions empêchent un fonds d'acheter des titres d'une partie apparentée agissant pour son compte ou de lui en vendre. Toutefois, un fonds peut effectuer de telles opérations si le cours acheteur et le cours vendeur sont déclarés par un système de cotation public. Un fonds peut également acheter des titres de créance d'un autre fonds ou lui en vendre, sous réserve de certaines conditions prévues par le Règlement 81-102 et le Règlement 81-107. RBC GMA a obtenu une dispense qui permet à un fonds d'acheter des titres de créance d'une partie apparentée qui est un placeur principal sur les marchés canadien et/ou international des titres de créance ou de lui en vendre dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) l'opération est effectuée sur le marché secondaire;
- ii) le cours acheteur et le cours vendeur pour le titre doivent être établis en fonction d'une cote obtenue auprès d'une partie indépendante si une cote publique n'est pas disponible;
- iii) un achat ne doit pas être effectué à un prix supérieur au cours vendeur et une vente ne doit pas être effectuée à un prix inférieur au cours acheteur;
- iv) l'opération est assujettie aux « règles d'intégrité du marché » au sens de la législation canadienne en valeurs mobilières et aux règles équivalentes de transparence et de déclaration des opérations qui s'appliquent aux opérations sur des titres d'emprunt sur les marchés internationaux de titres d'emprunt.

Placement par une partie apparentée

De façon générale, il est interdit à un fonds d'investir dans des titres à l'égard desquels une partie apparentée a agi à titre de placeur au cours du placement et pendant une période de 60 jours par la suite. Toutefois, un fonds peut acheter des titres de créance et des titres de participation à l'égard desquels une partie apparentée a agi à titre de placeur si certaines conditions prévues par le Règlement 81-102 sont respectées, notamment, en ce qui concerne les titres de participation, celles qui prévoient qu'un prospectus doit être déposé à l'égard des titres. RBC GMA a reçu une dispense permettant à un fonds d'acheter des titres de participation même si un prospectus n'a pas été déposé, dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) l'émetteur est un émetteur assujetti au Canada;
- ii) les conditions qui s'appliquent à des achats effectués alors qu'un prospectus a été déposé sont respectées.

RBC GMA a reçu une dispense qui permet à un fonds d'acheter des titres de capitaux propres placés aux États-Unis et au Royaume-Uni, dans l'Union européenne, en Suisse, en Norvège, en Australie, à Hong Kong et à Singapour (collectivement, les « autres territoires ») pourvu que toutes les conditions suivantes soient respectées :

- i) une partie apparentée qui participe au placement doit faire l'objet d'une réglementation de ses activités de placement au Canada, aux États-Unis ou dans les autres territoires;
- ii) les titres émis dans le cadre du placement doivent être inscrits à la cote d'une bourse de valeurs et, s'ils sont acquis au cours de la période de 60 jours suivant le placement, ils doivent l'être par l'entremise d'une bourse de valeurs;
- iii) les conditions qui s'appliquent à l'achat de titres de participation placés au Canada dans le cadre duquel une partie apparentée a agi à titre de preneur ferme doivent être respectées.

RBC GMA a reçu une dispense qui permet à un fonds d'acheter des titres d'emprunt (exception faite de titres adossés à des actifs) à l'égard desquels une partie apparentée a agi à titre de preneur ferme bien que les titres d'emprunt n'aient pas obtenu une notation désignée d'une agence de notation désignée, pourvu que les conditions suivantes soient respectées :

- i) si les titres sont acquis dans le cadre d'un placement :
 - A) au moins un preneur ferme agissant à ce titre dans le cadre du placement n'est pas un courtier relié,
 - B) au moins un souscripteur qui est indépendant du fonds et qui n'a pas de lien de dépendance avec lui et le courtier relié doivent acheter au moins 5 % des titres visés par le placement,
 - C) le prix que le fonds paie pour les titres dans le cadre du placement ne doit pas être plus élevé que le prix le plus bas payé par les souscripteurs sans lien de dépendance qui participent au placement,
 - D) le fonds et les fonds reliés à l'égard desquels RBC GMA, un membre de son groupe ou une personne qui a un lien avec elle agit à titre de gestionnaire et/ou de gestionnaire de portefeuille ne peuvent acquérir collectivement qu'un maximum de 50 % des titres visés par le placement dans le cadre duquel un courtier relié agit à titre de preneur ferme;
- ii) si les titres sont acquis au cours de la période de 60 jours :
 - A) le cours vendeur des titres est facilement accessible, comme l'indique le commentaire 7 de l'article 6.1 du Règlement 81-107,
 - B) le prix qu'un fonds paie pour les titres ne doit pas être plus élevé que le cours vendeur accessible du titre,
 - C) l'achat est assujéti aux règles d'intégrité du marché, au sens du Règlement 81-107.

Opérations entre fonds

Conformément au Règlement 81-102 et au Règlement 81-107, les fonds peuvent effectuer certaines opérations entre fonds sous réserve de certaines conditions, notamment que l'opération entre fonds soit effectuée selon le « cours du marché » du titre. RBC GMA a obtenu une dispense permettant à un fonds d'effectuer des opérations entre fonds selon, dans le cas d'un titre coté ou d'un titre coté à l'étranger, le dernier prix de vente, précédant l'opération, à la bourse de valeurs à laquelle le titre est négocié.

Conformément à une dispense obtenue pour le compte des fonds RBC, chaque fonds peut effectuer certaines opérations sur des titres en portefeuille, y compris des créances hypothécaires, avec des fonds d'investissement qui ne sont pas visés par le Règlement 81-107 et avec des comptes discrétionnaires gérés par RBC GMA ou des parties apparentées, sous réserve du respect de conditions similaires à celles que prévoit le Règlement 81-107 et d'autres modalités qui s'appliquent aux opérations hypothécaires, dont les exigences d'évaluation.

Examen par le comité d'examen indépendant

Un registre approprié des opérations décrites ci-dessus (collectivement appelées les « opérations avec une personne reliée ») doit être tenu et, dans certains cas, des documents doivent être déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières. De plus, le CEI doit examiner et évaluer le caractère adéquat et l'efficacité des politiques et des procédures de

RBC GMA concernant les opérations avec une personne reliée et le CEI et RBC GMA doivent agir conformément aux exigences du Règlement 81-107 à l'égard de directives permanentes et de dépôt de documents auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières.

Le CEI des fonds a approuvé des directives permanentes portant sur les opérations avec une personne reliée. Conformément aux conditions des directives permanentes applicables du CEI, le CEI passe en revue les opérations avec une personne reliée au moins une fois par trimestre, alors que les opérations à titre de contrepartiste sont étudiées au moins une fois par année. Dans le cadre de son examen, le CEI vérifie si les décisions de placement constituant des opérations avec une personne reliée respectent les conditions suivantes :

- › elles ont été prises par RBC GMA dans l'intérêt du fonds sans l'intervention de la Banque Royale et sans tenir compte d'une question pertinente pour la Banque Royale, les personnes avec lesquelles elle a des liens ou les membres de son groupe;
- › elles sont conformes aux conditions de la politique et procédure de RBC GMA;
- › elles sont conformes aux directives permanentes applicables du CEI;
- › elles donnent lieu à des résultats justes et raisonnables pour le fonds.

Le CEI doit aviser les autorités de réglementation des valeurs mobilières s'il juge qu'une décision de placement constituant une opération avec une personne reliée n'a pas été prise conformément aux exigences précédentes.

De plus amples renseignements sur les membres du CEI figurent à la rubrique « Régie des fonds – Comité d'examen indépendant » à la page 27.

Fonds négociés en bourse allemands

RBC GMA a obtenu une dispense permettant aux fonds dont les objectifs et les stratégies de placement permettent une exposition aux titres de capitaux propres européens d'acheter des titres de certains fonds d'investissement déterminés qui sont des organismes de placement collectif en valeurs mobilières en vertu de la Directive OPCVM IV (2009/65/CE), qui sont inscrits à la cote de la Bourse de Francfort et gérés par BlackRock Asset Management Deutschland AG (les « FNB allemands »), dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) le placement d'un fonds dans des FNB allemands doit se faire conformément aux objectifs de placement fondamentaux du fonds;
- ii) aucun des FNB allemands ne doit être un fonds négocié en bourse synthétique, c'est-à-dire qu'il ne doit pas se fonder principalement sur une stratégie de placement qui a recours à des swaps ou à d'autres instruments dérivés pour obtenir une exposition financière indirecte au rendement d'un indice;
- iii) le placement d'un fonds dans un FNB allemand doit par ailleurs se conformer à l'article 2.5 du Règlement 81-102;
- iv) un fonds ne doit pas investir plus de 10 % de sa valeur liquidative dans des titres émis par un seul FNB allemand et ne doit pas investir plus de 20 % de sa valeur liquidative dans des titres émis par des FNB allemands, globalement;
- v) un fonds ne doit pas acquérir de titres additionnels d'un FNB allemand, et doit se départir des titres d'un FNB allemand qu'il détient alors, si le régime réglementaire qui s'applique au FNB allemand est modifié de quelque façon importante que ce soit.

Fonds négociés en bourse du Royaume-Uni

RBC GMA a obtenu une dispense permettant aux fonds d'acheter des titres de certains fonds d'investissement déterminés qui sont des organismes de placement collectif en valeurs mobilières en vertu de la Directive OPCVM IV (2009/65/CE), qui sont inscrits à la cote de la Bourse de Londres et gérés par BlackRock Asset Management Ireland Limited (les « FNB du Royaume-Uni »), dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) le placement d'un fonds dans des FNB du Royaume-Uni doit se faire conformément aux objectifs de placement fondamentaux du fonds;
- ii) aucun des FNB du Royaume-Uni ne doit être un fonds négocié en bourse synthétique, c'est-à-dire qu'il ne doit pas se fonder principalement sur une stratégie de placement qui a recours à des swaps ou à d'autres instruments dérivés pour obtenir une exposition financière indirecte au rendement d'un indice;
- iii) le placement d'un fonds dans un FNB du Royaume-Uni doit par ailleurs se conformer à l'article 2.5 du Règlement 81-102;
- iv) un fonds ne doit pas investir plus de 10 % de sa valeur liquidative dans des titres émis par un seul FNB du Royaume-Uni et ne doit pas investir plus de 20 % de sa valeur liquidative dans des titres émis par des FNB du Royaume-Uni, globalement;
- v) un fonds ne doit pas acquérir de titres additionnels d'un FNB du Royaume-Uni, et doit se départir des titres d'un FNB du Royaume-Uni qu'il détient alors, si le régime réglementaire qui s'applique au FNB du Royaume-Uni est modifié de quelque façon importante que ce soit.

Fonds négociés en bourse RBC

RBC GMA a obtenu une dispense permettant aux fonds de faire ce qui suit :

- i) acheter un titre d'un fonds négocié en bourse (« FNB ») sous-jacent ou conclure une opération sur dérivés visés à l'égard d'un FNB sous-jacent même si, tout juste après l'opération, plus de 10 % de la valeur liquidative du fonds seraient investis, directement ou indirectement, dans les titres du FNB sous-jacent;
- ii) acheter des titres d'un FNB sous-jacent de façon que, après l'achat, le fonds détiendrait des titres représentant plus de 10 % a) des voix rattachées aux titres comportant droit de vote en circulation du FNB sous-jacent ou b) des titres de capitaux propres en circulation du FNB sous-jacent;
- iii) investir dans des organismes de placement collectif négociés en bourse qui ne sont pas visés par le *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*;
- iv) verser des courtages à l'égard de son achat et de sa vente, à une bourse de valeurs reconnue, de titres d'organismes de placement collectif négociés en bourse qui sont gérés par RBC GMA ou un membre de son groupe.

Les pratiques décrites aux alinéas i) à iv) ci-dessus sont permises dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) un fonds ne doit pas vendre à découvert des titres d'un FNB sous-jacent;
- ii) le FNB sous-jacent ne se fonde pas sur une dispense a) des exigences de l'article 2.3 du Règlement 81-102 concernant l'achat de marchandises physiques, b) des exigences des articles 2.7 et 2.8 du Règlement 81-102 concernant l'achat, la vente ou l'utilisation de dérivés visés ou c) de l'application des paragraphes 2.6 a) et 2.6 b) du Règlement 81-102 concernant le recours aux emprunts;
- iii) chaque fonds et chaque FNB sous-jacent ne doit pas constituer un fonds marché à terme régi par le *Règlement 81-104 sur les fonds marché à terme* et aucun d'eux ne doit recourir aux emprunts;
- iv) dans le cadre de la dispense de l'application du paragraphe 2.1 1) du Règlement 81-102 permettant à un fonds d'investir plus de 10 % de sa valeur liquidative dans les titres d'un FNB sous-jacent, le fonds doit, pour chaque placement qu'il effectue dans des titres d'un FNB sous-jacent, respecter les paragraphes 2.1 3) et 2.1 4) du Règlement 81-102 comme si ces dispositions s'appliquaient aux placements d'un fonds dans des titres d'un FNB sous-jacent et ainsi limiter à un maximum de 10 % de sa valeur liquidative sa détention indirecte de titres d'un émetteur qui sont détenus par un ou plusieurs FNB sous-jacents;
- v) la dispense de l'application des alinéas 2.5 2)e) et 2.5 2)f) du Règlement 81-102 ne doit s'appliquer qu'aux courtages que le fonds doit payer à l'achat et la vente de titres de FNB sous-jacents.

Opérations sur instruments dérivés

Les fonds ont obtenu une dispense des autorités de réglementation des valeurs mobilières leur permettant d'élargir le cadre de la catégorie de placements qui constituent une couverture en espèces pour les dérivés visés conclus par les fonds en vue d'inclure certains titres à revenu fixe liquides dont la durée de vie résiduelle est de 365 jours ou moins, titres à taux variable dont le taux d'intérêt est rétabli au plus tard tous les 185 jours et titres des fonds des marchés monétaires RBC.

Les fonds ont obtenu des autorités de réglementation des valeurs mobilières une dispense de certaines règles en matière d'instruments dérivés figurant dans le Règlement 81-102, laquelle permet aux fonds, dans le cadre de l'utilisation d'instruments dérivés comme il est décrit à la rubrique « Placements dans des instruments dérivés » à la page 3, d'utiliser ce qui suit à titre de couverture, si un fonds dispose d'une position acheteur à l'égard d'un titre assimilable à un titre de créance ayant une composante sous forme de position acheteur à l'égard d'un contrat à terme de gré à gré ou d'un contrat à terme standardisé ou si un fonds dispose d'un droit de recevoir des sommes aux termes d'un swap :

- i) une couverture en espèces d'un montant qui, avec la marge tenant lieu de dérivé visé et la valeur marchande du dérivé visé, n'est pas inférieur, selon l'évaluation quotidienne à la valeur du marché, à l'exposition sous-jacente du dérivé visé sur le marché;
- ii) un droit ou une obligation de vendre une quantité équivalente de la participation sous-jacente du contrat à terme standardisé ou du contrat à terme de gré à gré et une couverture en espèces qui, avec la marge tenant lieu de la position, n'est pas inférieure à l'excédent, le cas échéant, du prix d'exercice du contrat à terme standardisé ou du contrat à terme de gré à gré sur le prix d'exercice du droit ou de l'obligation de vendre la participation sous-jacente;
- iii) un droit ou une obligation de conclure un swap de compensation visant une quantité équivalente et comportant une durée équivalente et une couverture en espèces qui, avec la marge tenant lieu de la position, n'est pas inférieure au montant total, le cas échéant, des obligations du fonds aux termes du swap, déduction faite des obligations du fonds aux termes du swap de compensation en question;
- iv) une combinaison des positions dont il est question aux alinéas i) et ii) pour les titres assimilables à des titres de créance assortis d'une position acheteur à l'égard d'un contrat à terme de gré à gré ou d'un contrat à terme standardisé ou des positions dont il est question aux alinéas i) et iii) dans le cas d'un swap, laquelle est suffisante, sans avoir recours aux autres éléments d'actif du fonds, pour permettre au fonds de faire l'acquisition de la participation sous-jacente du contrat à terme standardisé ou du contrat à terme de gré à gré ou pour s'acquitter de ses obligations prévues par le swap.

Paiement des coûts directs engagés par un courtier participant dans le cadre d'activités de commercialisation conjointe portant sur la planification financière

RBC GMA a obtenu une dispense lui permettant de payer à un courtier participant les coûts directs engagés par lui pour une communication publicitaire, une conférence pour les épargnants ou un séminaire pour les épargnants qui est préparé ou présenté par le courtier participant (une « activité de commercialisation conjointe »), pour autant que le but premier de l'activité de commercialisation conjointe est de faire la promotion des questions de placement en valeurs mobilières et de planification des placements, de retraite, d'impôts et de succession (collectivement, la « planification financière »), ou de dispenser une formation sur ces points (autre que la formation dispensée sur les organismes de placement collectif gérés par RBC GMA que permet le *Règlement 81-105 sur les pratiques commerciales des organismes de placement collectif* (le « Règlement 81-105 ») à l'heure actuelle). Cette pratique est permise dans la mesure où les conditions suivantes sont respectées :

- i) RBC GMA doit par ailleurs se conformer aux paragraphes 5.1 b) à e) du Règlement 81-105;
- ii) RBC GMA ne doit pas obliger un courtier participant à vendre des titres des fonds ou d'autres produits financiers aux épargnants;
- iii) exception faite de ce que permet le Règlement 81-105, RBC GMA ne doit pas adopter pour les courtiers participants et leurs représentants des mesures d'ordre financier ou autre les incitant à recommander les fonds aux épargnants;

- iv) la documentation présentée dans le cadre d'une activité de commercialisation conjointe portant sur la planification financière ne doit contenir que de l'information d'ordre général sur cette question;
- v) RBC GMA doit préparer et approuver le contenu de l'information d'ordre général sur la planification financière présenté dans le cadre d'une activité de commercialisation conjointe qu'elle parraine et elle doit choisir ou approuver un conférencier compétent pour chaque présentation portant sur cette question;
- vi) toute information d'ordre général sur la planification financière présentée dans le cadre d'une activité de commercialisation conjointe doit contenir un énoncé clair indiquant que le contenu présenté n'est offert qu'à des fins de formation et ne constitue pas des conseils destinés aux participants à la conférence ou au séminaire ou aux personnes à qui s'adresse la communication publicitaire, selon le cas;
- vii) toute information d'ordre général sur la planification financière présentée dans le cadre d'une activité de commercialisation conjointe doit contenir une mention des types de professionnels qui ont généralement les compétences pour donner des conseils sur la nature de l'information présentée.

Statut fiscal

Les fonds sont admissibles à titre de fiducies d'investissement à participation unitaire et leurs parts devraient constituer des placements admissibles pour des fiducies régies par des régimes enregistrés et des comptes d'épargne libre d'impôt (les « CELI »). Se reporter à la rubrique « Incidences fiscales – Admissibilité pour les régimes enregistrés et les CELI » à la page 34.

Chaque fonds a l'intention d'être une fiducie de fonds commun de placement au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Par conséquent, aucun des fonds n'exercera d'autres activités que le placement de ses fonds dans des biens aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). De plus, chaque fonds a l'intention de demander le statut de « placement enregistré » en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour ainsi lui permettre de constituer un placement admissible pour les régimes enregistrés.

Description des parts offertes par les fonds

Chaque fonds se divise en plusieurs séries de parts, chacune se divisant en parts qui représentent des participations d'égale valeur. Les parts de série A sont offertes à tous les épargnants. Les parts de série D peuvent être offertes aux épargnants qui ont des comptes auprès de RBC PD ou d'autres courtiers exécutants. Les parts de série F, qui comportent des frais moins élevés que les parts de série A, sont offertes aux épargnants qui ont des comptes à commission auprès de leurs courtiers. Ces épargnants versent directement à leurs courtiers une rémunération en contrepartie de conseils en placement et d'autres services. Les parts de série O ne sont offertes qu'aux personnes, aux clients institutionnels ou aux courtiers qui ont conclu une entente d'achat de parts de série O directement avec RBC GMA. Aucuns frais de gestion ne sont payables directement par les fonds à l'égard des parts de série O. Les porteurs de parts de série O versent directement ou indirectement à RBC GMA les frais qu'ils auront négociés, lesquels ne dépasseront pas 2 %. Chaque fonds peut émettre un nombre illimité de parts de chaque série. Toutes les parts d'une même série d'un fonds confèrent les mêmes droits et privilèges. La participation de chaque porteur de parts d'un fonds est fonction du nombre de parts immatriculées à son nom. Aucune part d'une série de parts d'un fonds n'a de priorité quelconque sur une autre part de la même série de parts du fonds.

Aucun porteur de parts n'est propriétaire d'actif d'un fonds. Les porteurs de parts ne détiennent que les droits mentionnés dans la présente notice annuelle, dans le prospectus simplifié ainsi que dans la déclaration de fiducie générale et le règlement afférents au fonds.

Les parts de chaque fonds possèdent les caractéristiques suivantes :

1. les parts comportent des droits de distribution;
2. les parts ne comportent aucun droit de vote, sauf comme il est décrit ci-dessous; étant donné que les fonds sont des fiducies, il n'y a pas d'assemblée des porteurs de parts;
3. à la dissolution d'un fonds, l'actif sera distribué et les porteurs de parts recevront leur quote-part de la valeur du fonds;
4. les parts comportent des droits de rachat;
5. les parts ne comportent pas de droit de conversion, sauf dans certaines circonstances;
6. les parts ne comportent pas de droit de préemption;
7. les parts d'un fonds ne sont pas cessibles, sauf dans certaines circonstances;
8. les parts ne sont pas susceptibles d'appels subséquents de versement;
9. le fiduciaire peut diviser ou regrouper les parts d'un fonds sans donner de préavis aux porteurs de parts du fonds;
10. sous réserve de l'approbation des porteurs de parts et des exigences d'avis décrites ci-dessous, ces caractéristiques peuvent être modifiées à l'occasion par RBC GMA, en qualité de fiduciaire du fonds.

Se reporter à la rubrique « Assemblée des porteurs de parts » ci-après pour consulter une description de vos droits de vote en tant que porteur de titres de fonds commun de placement.

Assemblée des porteurs de parts

À moins que les autorités canadiennes en valeurs mobilières n'accordent une dispense aux fonds, les changements suivants ne peuvent être apportés à un fonds qu'avec l'approbation de la majorité des porteurs de parts du fonds votant sur ces questions :

1. le remplacement du gestionnaire du fonds (sauf s'il s'agit d'une société appartenant au même groupe que RBC GMA);
2. le remplacement du fiduciaire du fonds (sauf s'il s'agit d'une société appartenant au même groupe que RBC GMA);
3. une modification aux objectifs de placement fondamentaux du fonds;
4. dans certains cas, si le fonds entreprend une restructuration avec un autre fonds commun de placement ou lui cède ses éléments d'actif ou encore acquiert ses éléments d'actif;
5. une diminution de la fréquence du calcul de la valeur liquidative par part d'un fonds.

Au cours d'une assemblée des porteurs de parts d'un fonds ou d'une série de parts d'un fonds, chaque porteur de parts a droit à une voix par part entière immatriculée à son nom, sauf aux assemblées auxquelles les porteurs de parts d'une autre série ont le droit de voter séparément en tant que série.

Dans certains cas, une restructuration d'un fonds avec un autre organisme de placement collectif ou un transfert de ses éléments d'actif à un autre organisme de placement collectif peuvent être effectués sans l'approbation préalable des porteurs de parts du fonds, à la condition que le CEI approuve l'opération conformément au Règlement 81-107, que la restructuration ou le transfert respecte certaines exigences du Règlement 81-102 et du Règlement 81-107, selon le cas, et que les porteurs de parts du fonds reçoivent un avis écrit au moins 60 jours avant la date d'entrée en vigueur du changement.

Les auditeurs d'un fonds peuvent être remplacés sans l'approbation préalable des porteurs de parts du fonds, à la condition que le CEI approuve le remplacement et que les porteurs de parts du fonds reçoivent un avis écrit au moins 60 jours avant la date d'entrée en vigueur du remplacement.

Les porteurs de parts recevront un avis de 60 jours de toute modification devant être apportée à la déclaration de fiducie générale ou au règlement; toutefois, la déclaration de fiducie générale peut être modifiée sans obtenir l'approbation des porteurs de parts des fonds ou sans les aviser si la modification proposée :

- › ne devait pas porter atteinte de manière importante aux intérêts des porteurs de parts;
- › devait assurer le respect des lois, règlements et normes applicables;
- › devait fournir une protection additionnelle aux porteurs de parts;
- › devait éliminer des incompatibilités ou des manques d'uniformité ou corriger des fautes de frappe, des erreurs d'écriture ou autres erreurs du même genre; ou
- › devait faciliter l'administration d'un fonds ou permettre de donner suite à des modifications apportées à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) qui pourraient, en l'absence d'une telle modification, porter atteinte aux intérêts du fonds ou de ses porteurs de parts.

Puisque les frais d'acquisition et les frais de rachat ne s'appliquent pas aux parts des fonds, il n'est pas nécessaire de convoquer une assemblée des porteurs de parts pour approuver l'introduction de frais pouvant entraîner une augmentation des frais pour une série d'un fonds ou les porteurs de parts d'un fonds ni pour modifier le mode de calcul des frais imposés à une série du fonds d'une façon pouvant entraîner une augmentation des frais pour une série d'un fonds ou les porteurs de parts d'un fonds. Une telle modification ne sera apportée que si un avis est envoyé par la poste aux porteurs de parts visés au moins 60 jours avant la date d'évaluation à laquelle l'augmentation doit entrer en vigueur.

Le CEI doit examiner toute augmentation proposée des frais de gestion ou des frais d'administration d'un fonds et faire une recommandation à cet égard.

Des exemplaires du prospectus simplifié et des états financiers d'un fonds sous-jacent seront transmis gratuitement aux porteurs de parts d'un fonds qui en font la demande en s'adressant à nous au 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou au 1 800 463-FUND (3863) (en anglais).

Calcul de la valeur liquidative par part

Le prix d'émission et de rachat des parts d'une série est fondé sur la valeur liquidative par part de la série d'un fonds (la « valeur liquidative par part ») établie après la réception d'une demande de souscription ou de rachat.

Chaque fonds maintiendra une valeur liquidative distincte pour chaque série de parts, comme si la série était un fonds distinct. Toutefois, les actifs du fonds seront regroupés aux fins de placement. La valeur liquidative d'une série est fondée sur des montants propres à la série, comme les sommes versées à l'achat et au rachat de parts de la série et les frais attribuables uniquement à cette série, ainsi que sur la quote-part de la série des revenus de placement du fonds, de l'appréciation ou de la dépréciation des actifs sur le marché, des frais communs et des autres sommes non attribuables à la série. Les frais sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice (c.-à-d. « à mesure qu'ils sont engagés ») et non selon la méthode de la comptabilité de trésorerie (c.-à-d. « au moment où ils sont payés »).

Le prix d'achat ou le prix de rachat utilisé pour acheter, échanger ou faire racheter des parts d'une série est fondé sur la valeur liquidative par part de chaque série. Nous ou nos mandataires calculons la valeur liquidative par part pour chaque série en divisant la valeur liquidative pour la série par le nombre de parts en circulation de la série. Nous ou nos mandataires calculons la valeur liquidative par part pour chaque série à la clôture des marchés chaque jour d'évaluation.

Par « jour d'évaluation », on entend un jour où la Bourse de Toronto (la « TSX ») est ouverte aux fins de négociation et/ou un jour que nous déterminons, sous réserve du respect des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Évaluation des titres détenus par un fonds

La valeur des titres ou des biens détenus par un fonds ou de ses passifs sera déterminée de la façon suivante :

- › *Titres de participation* – Les actions ordinaires et les actions privilégiées sont évaluées au cours de clôture enregistré par la bourse de valeurs à laquelle les titres sont principalement négociés. Si le cours de clôture ne se situe pas dans la fourchette des cours acheteur et vendeur, RBC GMA déterminera les points à l'intérieur de la fourchette des cours acheteur et vendeur qui représentent le mieux la juste valeur.
- › *Titres à revenu fixe et titres d'emprunt* – Les obligations, les titres adossés à des créances hypothécaires, les prêts et les débiteures sont évalués selon le cours de clôture publiés par les grandes maisons de courtage ou les fournisseurs indépendants de données sur l'établissement des cours de ces titres. Les créances hypothécaires approuvées en vertu de la LNH sont évaluées à un montant qui produit un rendement correspondant au taux de rendement en vigueur des prêts hypothécaires dont le type et les modalités sont similaires.
- › *Placements à court terme* – Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur qui se rapproche du prix coûtant, majoré de l'intérêt couru.
- › *Options* – Les options donnent à l'acheteur le droit, et non l'obligation, d'acheter ou de vendre un titre sous-jacent ou un instrument financier à un prix d'exercice convenu pendant une période donnée ou à une date donnée. Les options inscrites en bourse sont évaluées au cours de clôture à la bourse de valeurs reconnues à la cote de laquelle l'option est négociée. Si le cours de clôture ne se situe pas à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur, RBC GMA déterminera les points à l'intérieur de l'écart acheteur-vendeur qui représentent le mieux la juste valeur. Lorsqu'une option est vendue, la prime reçue par un fonds est inscrite comme crédit reporté et évaluée à la valeur du marché courante de l'option qu'il faudrait acquérir pour liquider la position. La différence résultant d'une réévaluation sera considérée comme un gain non réalisé ou une perte non subie sur placement. Le crédit reporté sera déduit aux fins du calcul de la valeur liquidative du fonds. Les titres, s'il y a lieu, qui sont l'objet d'une option vendue seront évalués à leur valeur du marché courante.
- › *Bons de souscription* – Les bons de souscription sont évalués au moyen d'un modèle d'établissement du prix des options reconnu, qui comprend des facteurs comme la durée des bons de souscription, la valeur temporelle de l'argent et la volatilité, qui sont pertinents à l'évaluation.
- › *Contrats à terme* – Les contrats à terme sont évalués en fonction du gain ou de la perte découlant de la liquidation de la position à la date d'évaluation.
- › *Swaps sur le rendement total* – Un swap sur le rendement total est une entente selon laquelle une partie effectue des paiements en fonction d'un taux déterminé, qui peut être fixe ou variable, pendant que l'autre partie effectue des paiements en fonction du rendement d'un actif sous-jacent, qui comprend le revenu qu'il génère et les gains en capital. Les swaps sur le rendement total sont évalués à la valeur du marché quotidiennement en fonction des cotes des principaux contrepartistes.
- › *Contrats à terme standardisés* – Les contrats à terme standardisés conclus par les fonds sont des ententes financières visant l'achat ou la vente d'un instrument financier à un prix fixé par contrat à une date ultérieure donnée. Toutefois, les fonds n'ont pas l'intention d'acheter ou de vendre l'instrument financier à la date de règlement, mais ont plutôt l'intention de liquider le contrat à terme standardisé avant le règlement par la conclusion de contrats à terme standardisés correspondants et compensatoires. Les contrats à terme standardisés sont évalués en fonction du gain ou de la perte découlant de la liquidation de la position à une date d'évaluation.
- › *Swaps sur défaillance* – Les swaps sur défaillance sont des ententes conclues par un acheteur de protection et un vendeur de protection. L'acheteur de protection verse périodiquement un montant en échange d'un paiement par le vendeur de protection conditionnel à un événement de crédit, tel que la défaillance, la faillite ou la restructuration de l'entité de référence.

- › *Fonds sous-jacents* – Les parts des fonds sous-jacents qui sont des organismes de placement collectif sont évaluées selon leur valeur liquidative respective par part, valeur qui est fournie par les sociétés de fonds communs de placement aux dates d'évaluation pertinentes et les parts des fonds sous-jacents qui sont des fonds négociés en bourse sont évaluées selon le cours de clôture aux dates d'évaluation pertinente.
- › *Évaluation de la juste valeur des placements* – Les fonds ont établi des méthodes d'évaluation de la juste valeur des titres et autres instruments financiers dont le prix du marché ne peut être obtenu facilement ou déterminé de façon fiable. Des méthodes d'évaluation de la juste valeur des titres étrangers négociés quotidiennement hors de l'Amérique du Nord ont été établies pour éviter des prix caducs et pour tenir compte, entre autres facteurs, de tout événement important se produisant après la fermeture d'un marché étranger. RBC GMA a aussi établi des méthodes selon lesquelles les fonds utilisent principalement une approche fondée sur le marché qui tient compte des actifs et des passifs connexes ou comparables, de la valeur liquidative par part (pour les fonds négociés en bourse), des transactions récentes, des multiples de marché, des valeurs comptables et d'autres renseignements pertinents au placement pour établir sa valeur. Les fonds peuvent également avoir recours à une méthode fondée sur les revenus qui permet de calculer la juste valeur en actualisant les flux de trésorerie qui devraient être générés par les placements. Des escomptes peuvent par ailleurs être appliqués en raison de la nature ou de la durée des restrictions sur la cession des placements, mais seulement si ces restrictions sont des caractéristiques intrinsèques de l'instrument. En raison de l'incertitude inhérente à l'évaluation de tels placements, la juste valeur peut différer considérablement de la valeur qui aurait été obtenue si un marché actif avait existé.
- › *Encaisse* – L'encaisse est composée de liquidités et de dépôts bancaires et figure dans les livres comptables en tant que coût amorti. La valeur comptable de l'encaisse correspond approximativement à sa juste valeur puisqu'elle est à court terme de nature.
- › *Taux de change* – La valeur des placements et des autres actifs et passifs en monnaie étrangère est convertie en dollars canadiens au taux de change à chaque date d'évaluation. Les achats et les ventes de placements, le revenu et les frais sont convertis au taux de change en vigueur aux dates respectives de ces opérations.
- › La valeur liquidative par part des fonds est établie en dollars canadiens conformément aux règles énoncées ci-dessus. Dans le cas des clients qui détiennent des parts des fonds libellées en dollars américains, la valeur liquidative des parts des fonds exprimée en dollars américains est établie en convertissant la valeur liquidative par part établie en dollars canadiens en dollars américains à l'aide du taux de change en vigueur à la fermeture des bureaux à la date d'évaluation.
- › Si une date d'évaluation d'un fonds ne tombe pas un jour ouvrable pour un marché particulier, les prix ou les cours du jour ouvrable précédent seront utilisés pour évaluer l'actif ou le passif pour ce marché.
- › Si les principes d'évaluation décrits ci-dessus sont inadéquats dans les circonstances, RBC GMA déterminera une valeur qu'elle considère juste et raisonnable dans les circonstances. RBC GMA ne s'est pas prévalu de ce pouvoir discrétionnaire au cours des trois dernières années.

Les passifs d'un fonds comprennent ce qui suit :

- › les dettes, les obligations, les passifs ou les réclamations peu importe leur nature;
- › les frais d'exploitation et les autres charges accumulés.

Achats, substitutions et rachats de parts

Comment souscrire, faire racheter et échanger des parts

Vous ou votre professionnel en placement, le cas échéant, devez choisir la série qui vous convient. Chaque série peut exiger un placement minimum différent, peut vous imposer des frais différents et peut avoir une incidence sur la rémunération que nous versons à un courtier.

Votre courtier doit nous soumettre votre demande le jour même de sa réception. Il incombe à votre courtier de nous transmettre les demandes en temps opportun et d'assumer tous les coûts connexes.

Parts de série A

Les parts de série A sont offertes de l'une des façons suivantes :

- i) par l'entremise de FIRI :
 - › en vous présentant à une succursale de RBC Banque Royale*,
 - › en appelant au 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou au 1 800 463-FUND (3863) (en anglais) pour parler à un représentant accrédité de FIRI,
 - › au moyen du service La Banque en direct de RBC Banque Royale à www.rbcbanqueroiyale.com;
- ii) par l'entremise d'autres courtiers autorisés, dont RBC DVM et RBC PD.

Parts de série D

Les parts de série D peuvent être offertes aux épargnants qui ont un compte auprès de RBC PD ou d'autres courtiers exécutants. Nous versons une commission de suivi réduite à l'égard des parts de série D. Ainsi, nous pouvons réduire les frais de gestion que nous facturons. RBC PD et d'autres courtiers exécutants ne font aucune recommandation et ne donnent aucun conseil en matière de placement à leurs clients. **Si vous souhaitez faire transférer votre portefeuille de parts d'un fonds à un compte auprès de RBC PD ou d'un autre courtier exécutant, vous devez communiquer avec RBC PD ou l'autre courtier exécutant. Si vous détenez d'autres parts d'un fonds que des parts de série D dans le cadre d'un compte détenu auprès de RBC PD ou d'un autre courtier exécutant et que vous devenez admissible à la détention de parts de série D, vous pouvez donner à RBC PD ou à votre courtier exécutant la directive d'effectuer la reclassification de vos parts, mais elle ne se fera pas automatiquement.**

Les parts de série D peuvent également être offertes aux épargnants qui ont un compte auprès de PH&N GFPC, dans lequel les soldes minimums établis par PH&N GFPC à l'occasion sont respectés.

Parts de série F

Les parts de série F sont offertes aux épargnants qui ont des comptes à commission auprès de leurs courtiers. Ces épargnants versent directement à leurs courtiers une rémunération en contrepartie de conseils en placement ou d'autres services. Nous ne versons pas de frais d'acquisition ni de commission de suivi aux courtiers qui vendent des parts de série F. Nous pouvons donc réduire les frais de gestion que nous facturons.

Dans le cas des parts de série A, de série D et de série F, vous devez investir et conserver un solde minimum pour chaque fonds. Le montant du solde minimum est indiqué dans le prospectus simplifié des fonds.

* RBC Banque Royale est la marque de commerce des services bancaires aux particuliers et aux entreprises du Canada offerts aux petites et moyennes entreprises et aux clients commerciaux du marché intermédiaire du Canada.

Parts de série O

Les parts de série O ne sont offertes qu'aux personnes, aux clients institutionnels ou aux courtiers qui ont conclu une entente d'achat de parts de série O directement avec RBC GMA. Aucuns frais de gestion ne sont payables par les fonds à l'égard des parts de série O. Les porteurs de parts de série O versent directement ou indirectement à RBC GMA des frais négociés, lesquels ne dépasseront pas 2 %.

Toutes les séries

Si le solde de votre compte tombe sous le solde minimum requis pour un fonds ou une série en particulier ou si vous n'êtes plus par ailleurs admissible à la détention de parts d'un fonds ou d'une série, nous pouvons racheter ou reclassifier vos parts, selon le cas. Si un porteur de parts est ou devient un citoyen ou un résident des États-Unis ou un résident d'un autre pays étranger, nous pourrions l'obliger à faire racheter ses parts si sa participation risque de donner lieu à des incidences défavorables sur le plan réglementaire ou fiscal pour un fonds ou un autre porteur de parts d'un fonds. Si nous rachetons, reclassifions ou substituons vos parts, l'effet sera le même que si vous aviez demandé l'opération vous-même. Dans le cas de rachats touchant des comptes non enregistrés, le produit du rachat pourra vous être remis; dans le cas de rachats touchant des régimes enregistrés, le produit du rachat pourra être viré à un compte d'épargne enregistré qui fait partie du régime. Nous ne vous aviserons pas et nous n'aviserons pas votre courtier avant de prendre une mesure quelconque.

La succursale, le commis au téléphone ou le courtier doit nous remettre la demande de souscription, de rachat, de reclassification ou d'échange de parts le jour même de sa réception et assumer les frais connexes pour que nous puissions l'exécuter.

Si nous recevons votre ordre avant 16 h, heure de l'Est, une date d'évaluation (et avant 13 h, heure de l'Est, le 24 décembre, s'il s'agit d'une date d'évaluation), il sera traité au moyen de la valeur liquidative par part en vigueur ce jour-là. Une valeur liquidative par part distincte est calculée pour chaque série de parts. Si nous recevons votre ordre après 16 h, heure de l'Est, une date d'évaluation (et après 13 h, heure de l'Est, le 24 décembre, s'il s'agit d'une date d'évaluation), il sera traité au moyen de la valeur liquidative par part calculée à la date d'évaluation suivante. Si nous décidons de calculer la valeur liquidative par part à un autre moment qu'après l'heure de fermeture habituelle de la TSX, la valeur liquidative par part versée ou reçue sera calculée en fonction de ce moment. Tous les ordres sont traités dans les deux jours ouvrables suivants. Si vous passez une commande par l'entremise d'un autre courtier que FIRI ou RBC DVM, le courtier peut fixer une heure de tombée plus tôt. Informez-vous auprès de votre courtier.

Les clients de RBC Banque Royale qui ont un compte non enregistré auprès de FIRI peuvent le consulter ou souscrire, faire racheter et échanger des parts des fonds RBC par l'entremise du service La Banque en direct de RBC Banque Royale à www.rbcbanqueroyale.com. Les clients qui ont ouvert un compte REER auprès de RBC Banque Royale peuvent le consulter ou souscrire ou échanger des parts des fonds RBC détenues par l'entremise de ce compte en ligne. En ce qui concerne les opérations effectuées par l'entremise du service La Banque en direct, si FIRI reçoit votre ordre avant 15 h, heure de l'Est, vous paierez ou obtiendrez le prix des parts en vigueur ce jour-là, à moins que le fiduciaire n'ait fixé une heure de tombée plus tôt. Si FIRI reçoit votre ordre après 15 h, heure de l'Est, vous paierez ou obtiendrez la valeur liquidative par part calculée le jour ouvrable suivant.

Dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception d'une demande de souscription, le fiduciaire émettra les parts, sous réserve de son droit de refus, à la valeur liquidative par part de la série à la date à laquelle la demande de souscription a été reçue. Les parts ne peuvent être émises qu'en contrepartie d'une somme en espèces.

RBC GMA peut accepter ou refuser des demandes de souscription, en tout ou en partie, le jour ouvrable qui suit la demande. Si une demande de souscription est refusée, les sommes reçues avec la demande seront immédiatement remboursées à l'épargnant.

Dans le cadre de son entente avec vous, votre courtier peut prendre des dispositions avec vous pour que vous l'indemnisez de toute perte qu'il a subie par suite d'une demande de souscription qui échoue par votre faute.

Échange et reclassification de parts

Un échange consiste à échanger des parts d'un fonds contre des parts d'un autre fonds. Vous pouvez échanger des parts d'un fonds RBC contre des parts d'un autre fonds RBC dans la mesure où vous maintenez le solde minimal approprié dans chaque fonds RBC.

Vous ne pouvez faire des échanges qu'entre des parts de fonds RBC libellées en même devise. Se reporter à la rubrique du prospectus simplifié des fonds intitulée « Achats, échanges et rachats – Comment acheter, faire racheter et échanger des parts? ».

Vous pouvez échanger des parts d'une série de parts d'un fonds contre des parts d'une autre série de parts du même fonds si vous êtes autorisé à détenir des parts de la deuxième série. Il s'agit d'une reclassification. Si vous n'êtes plus autorisé à détenir des parts d'une série parce que vous ne satisfaisiez plus aux critères d'admissibilité applicables, vos parts seront reclassées en parts de la série de parts du fonds que vous êtes autorisé à détenir. Une reclassification de parts n'entraînera pas de gain ni de perte en capital parce qu'une telle opération n'est pas considérée comme un rachat ou une autre forme de disposition des parts ayant fait l'objet de la reclassification aux fins de l'impôt.

Après avoir reçu votre demande d'échange, nous rachèterons vos parts du fonds que vous voulez échanger et nous affecterons le produit à la souscription de parts du fonds, du fonds RBC dont vous souhaitez acquérir des parts.

Si un porteur de parts demande qu'un échange de parts d'un fonds contre des parts d'un autre fonds RBC soit effectué, la souscription de parts du fonds RBC sera effectuée à la valeur liquidative par part de la série de parts à la date du rachat des parts du premier fonds.

Un échange de parts peut donner lieu à un gain ou à une perte en capital aux fins de l'impôt. Se reporter à la rubrique « Incidences fiscales » à la page 30.

Rachats

Vous pouvez vendre des parts en tout temps. Cette opération s'appelle un rachat. Votre courtier doit nous envoyer votre demande de rachat le même jour qu'il l'a reçue. Les demandes de rachat seront traitées dans leur ordre de réception. Le fonds ne traitera pas les demandes de rachat portant une date ultérieure ou un prix quelconque. Votre courtier doit prendre en charge tous les frais qui y sont reliés.

Le prix à l'égard des demandes de rachat que RBC GMA reçoit avant 16 h, heure de l'Est, à une date d'évaluation (et avant 13 h, heure de l'Est, le 24 décembre, s'il s'agit d'une date d'évaluation) sera fixé à la valeur unitaire en vigueur ce jour-là. Le prix à l'égard des demandes de rachat que RBC GMA reçoit après 16 h, heure de l'Est, à une date d'évaluation (et après 13 h, heure de l'Est, le 24 décembre, s'il s'agit d'une date d'évaluation) sera fixé à la date d'évaluation suivante. Si RBC GMA décide de calculer la valeur unitaire à un autre moment qu'après l'heure de fermeture habituelle de la TSX, le prix par part reçu sera déterminé en fonction de ce moment. Veuillez prendre note que votre courtier peut fixer une heure de tombée hâtive.

Les demandes de rachat relatives aux fonds doivent être d'au moins 25 \$ (à moins que le solde du compte ne soit inférieur à 25 \$).

Dans les deux jours ouvrables qui suivent chaque date d'évaluation, nous verserons à chaque porteur de parts qui a demandé un rachat un montant égal à la valeur des parts déterminée à la date d'évaluation. Si toutes les parts d'un porteur de parts dans un fonds sont rachetées, le revenu net et les gains en capital réalisés nets attribuables aux parts qui ont été déclarés payables avant la date d'évaluation seront également versés au porteur de parts. Le paiement sera effectué dans la même monnaie dans laquelle les parts sont détenues. Si le porteur de parts fait racheter une partie seulement de ses parts dans un fonds, le produit du rachat sera versé comme il est décrit ci-dessus, et le revenu net et les gains en capital réalisés nets

attribuables aux parts seront versés au porteur de parts conformément à la politique en matière de distribution décrite dans le prospectus simplifié des fonds. Les paiements seront considérés avoir été faits dès le dépôt du produit du rachat dans le compte bancaire du porteur de parts ou la mise à la poste d'un chèque dans une enveloppe préaffranchie, adressée au porteur de parts, à moins que le chèque ne soit refusé.

Votre opération de rachat (ou d'échange) ne sera traitée que lorsque votre courtier aura reçu tous les documents. Votre courtier vous informera des documents qu'il requiert. Celui-ci doit nous remettre tous les documents requis dans les 10 jours ouvrables suivant la date de votre ordre de rachat. Sinon, nous rachèterons les parts pour vous. Si le coût de rachat des parts est inférieur au produit de la vente, le fonds conservera la différence. Si le coût de rachat des parts est supérieur au produit de la vente, votre courtier devra payer la différence et les frais connexes. Votre courtier peut conclure des ententes avec vous qui vous obligeront à l'indemniser en cas de pertes subies par le courtier si vous omettez de satisfaire aux exigences du fonds ou des lois sur les valeurs mobilières portant sur un rachat de titres du fonds.

Circonstances où vous ne serez peut-être pas autorisé à faire racheter vos parts

Dans des circonstances extraordinaires, vous ne pourrez peut-être pas faire racheter vos parts. Nous pouvons refuser votre demande de rachat si :

- › les négociations normales sont suspendues à toute bourse ou sur tout marché où plus de la moitié des titres composant l'actif d'un fonds sont inscrits ou négociés; ou
- › nous obtenons la permission des autorités canadiennes en valeurs mobilières de suspendre temporairement les rachats de parts.

Un fonds n'acceptera aucune souscription de parts lorsque le droit de rachat des parts est suspendu.

Responsabilité à l'égard des activités des fonds

Gestionnaire, fiduciaire et gestionnaire de portefeuille

RBC GMA est le gestionnaire, fiduciaire, évaluateur et gestionnaire de portefeuille des fonds. L'adresse postale, le numéro de téléphone et l'adresse du site Web de RBC GMA sont 155 Wellington Street West, Suite 2200, Toronto (Ontario) M5V 3K7, 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou 1 800 463-FUND (3863) (en anglais) et www.rbcgam.com/fr/ca. Vous pouvez aussi communiquer avec nous par courriel à fonds.investissements@rbc.com (en français) ou à funds.investments@rbc.com (en anglais).

RBC GMA gère les fonds aux termes de la déclaration de fiducie générale. RBC GMA est chargée de l'exploitation quotidienne des fonds, notamment des services d'évaluation et de tenue du registre des porteurs de parts, la supervision des ententes de courtage aux fins de la souscription et de la vente des titres et autres éléments d'actif des fonds, la nomination des placeurs des parts des fonds et la prestation de services de consultation en matière de placement et de gestion de portefeuille. Des frais de gestion sont versés à RBC GMA à titre de rémunération pour les services rendus à l'égard de chaque fonds. Les fonds versent également des frais d'administration fixes à RBC GMA. En contrepartie, RBC GMA prend à sa charge certains frais d'exploitation des fonds. Les frais d'administration qu'un fonds verse à RBC GMA à l'égard d'une série peuvent, au cours d'une période donnée, être supérieurs ou inférieurs aux frais d'exploitation que RBC GMA prend à sa charge pour cette série du fonds. Le montant de ces frais et les détails sur ceux-ci sont indiqués dans le prospectus simplifié des fonds. Actuellement, RBC GMA gère d'autres fonds communs de placement dont les parts sont offertes au public.

En qualité de fiduciaire, RBC GMA détient le titre de propriété des biens de chaque fonds pour le compte des porteurs de parts du fonds. RBC GMA peut démissionner en tant que fiduciaire à la condition que les porteurs de parts du fonds approuvent la nomination du nouveau fiduciaire. Il n'est pas nécessaire d'obtenir l'approbation des porteurs de parts si le nouveau fiduciaire est membre du groupe de RBC GMA, mais un avis d'au moins 60 jours du changement sera donné aux porteurs de parts du fonds. La déclaration de fiducie générale peut être modifiée de la façon décrite à la rubrique « Description des parts offertes par les fonds ».

Les services fournis par RBC GMA ne sont pas exclusifs aux fonds, et aucune disposition de la déclaration de fiducie générale n'empêche RBC GMA ou l'un des membres de son groupe de fournir des services similaires à d'autres fonds d'investissement et d'autres clients (que leurs objectifs et politiques en matière de placements soient similaires ou non à ceux des fonds) ou de s'adonner à d'autres activités.

La déclaration de fiducie générale prévoit que RBC GMA et ses administrateurs, membres de la direction, employés, mandataires, conseillers et parties apparentées ont le droit d'être indemnisés à l'égard des frais qu'ils engagent dans l'exercice de leurs fonctions aux termes de la déclaration pertinente, à moins que ces frais ne soient engagés par suite de la négligence, d'un manquement voulu ou d'un acte malhonnête ou d'une omission de respecter les normes de diligence établies dans la déclaration pertinente.

Le nom et le lieu de résidence de tous les administrateurs et hauts dirigeants de RBC GMA, les postes et fonctions qu'ils occupent auprès de RBC GMA ainsi que leurs occupations principales actuelles figurent ci-dessous :

NOM	LIEU DE RÉSIDENCE	POSTES ET FONCTIONS AUPRÈS DE RBC GMA	OCCUPATION PRINCIPALE ACTUELLE
Sandra Aversa	Toronto (Ontario)	Administratrice	Première vice-présidente, Finances de la gestion du patrimoine, de l'assurance et des SI&T, Banque Royale
Wayne Bossert	Oakville (Ontario)	Administrateur	Président adjoint du conseil et chef, Clients très fortunés mondiaux et Services bancaires privés canadiens, Banque Royale
Daniel E. Chornous	Toronto (Ontario)	Administrateur et chef des placements	Chef des placements, RBC GMA
Douglas Coulter	Toronto (Ontario)	Administrateur et président, particuliers	Président, Particuliers, RBC GMA
Steve Gabor	Vancouver (Colombie-Britannique)	Chef des finances, RBC GMA	Chef des finances, RBC GMA
Lisa Goetz	Toronto (Ontario)	Secrétaire générale adjointe	Chef de la gouvernance des filiales, Bureau de la gouvernance des filiales, Banque Royale
Matthew D. Graham	Toronto (Ontario)	Chef de l'exploitation	Chef de l'exploitation, RBC GMA

NOM	LIEU DE RÉSIDENCE	POSTES ET FONCTIONS AUPRÈS DE RBC GMA	OCCUPATION PRINCIPALE ACTUELLE
Douglas A. Guzman	Toronto (Ontario)	Administrateur et président du conseil	Chef de groupe, Gestion de patrimoine et Assurances, Banque Royale
Heidi Johnston	Squamish (Colombie-Britannique)	Chef des finances, Fonds de RBC GMA	Chef des finances, Fonds de RBC GMA, RBC GMA
Daniela Moretti	Toronto (Ontario)	Secrétaire générale	Conseillère juridique principale, Bureau de la gouvernance des filiales, Banque Royale
Lawrence A.W. Neilsen	Vancouver (Colombie-Britannique)	Chef de la conformité à la réglementation	Responsable mondial de la conformité, RBC Gestion mondiale d'actifs
Chandra Stempien	Toronto (Ontario)	Administratrice	Vice-présidente, Simulation de crise et Analyse et mesure du crédit, Banque Royale
Damon G. Williams	Toronto (Ontario)	Administrateur, chef de la direction et personne désignée responsable	Chef de la direction, RBC GMA

Chacune des personnes précitées a occupé son poste actuel auprès de RBC GMA ou d'une des entités que nous avons remplacées suivant un regroupement, soit RBC Gestion d'Actifs Inc. et/ou PH&N, et a exercé son occupation principale au cours des cinq années antérieures à la date des présentes, à l'exception de Sandra Aversa, qui, depuis décembre 2019 est première vice-présidente, Finances de la gestion du patrimoine, de l'assurance et des SI&T, Banque Royale et depuis février 2019, était vice-présidente, Finances de la gestion du patrimoine, Banque Royale, d'avril 2018 à janvier 2019, était vice-présidente et chef, Projets de financement des entreprises, Banque de Montréal de mai 2017 à avril 2018, était vice-présidente et chef, Gestion du rendement financier, Banque de Montréal, de novembre 2016 à avril 2017, était directrice générale et responsable des finances, BMO Gestion de patrimoine, d'avril 2015 à novembre 2016, était directrice et responsable des finances, Division client privé de Nesbitt et de janvier 2013 à avril 2015, était directrice, Gestion des dispositions légales, information réglementaire et comptabilité, Banque de Montréal; de Wayne Bossert qui, de juin 2010 à février 2015, était vice-président directeur, Vente, Services bancaires canadiens, Banque Royale; de Steve Gabor qui, avant décembre 2017, était chef des finances par intérim de RBC GMA et qui, avant juillet 2017, était vice-président de RBC GMA; de Lisa Goetz qui, depuis juin 2018 est secrétaire générale adjointe, RBC GMA, et depuis avril 2018 est chef de la gouvernance des filiales, Bureau de la gouvernance des filiales, Banque Royale, et occupe divers postes auprès d'autres membres du groupe de la Banque Royale, de juillet 2017 à avril 2018, était directrice principale, Secrétariat général, Banque Royale, de novembre 2015 à juillet 2017, était directrice, Secrétariat général, Banque Royale, et de mai 2007 à novembre 2015, était adjointe judiciaire auprès de Wind Mobile/Globalive Communications; de Matthew D. Graham qui, de septembre 2015 à juin 2017, était chef de l'exploitation, International chez RBC Global Asset Management (UK) Limited et, de juin 2009 à septembre 2015, était vice-président, Stratégie institutionnelle chez RBC GMA; de Douglas A. Guzman qui, depuis

septembre 2006, est directeur général, RBC DVM et, de septembre 2008 à novembre 2015, était chef, Services mondiaux de banque d'investissement, RBC DVM; de Heidi Johnston qui, avant décembre 2017, était chef des finances par intérim de Fonds de RBC GMA et qui, avant juillet 2017, était vice-présidente de RBC GMA; de Daniela Moretti qui, depuis le 9 mars 2018, est secrétaire générale de RBC GMA, occupe différents postes auprès de membres du groupe de la Banque Royale et agit également à titre de conseillère juridique principale au sein du bureau de la gouvernance des filiales de la Banque Royale et de secrétaire adjointe pour la Banque Royale et qui, avant septembre 2017, était conseillère juridique principale et secrétaire adjointe de la Banque Royale; de Chandra Stempien, qui, avant le 1^{er} novembre 2018, était vice-présidente, chef mondiale du Risque de crédit, Banque Royale, de janvier 2016 à 2018, était directrice générale et chef, Risque de crédit, Banque Royale, de novembre 2013 à décembre 2015, était chef de marché, Gestion des risques de crédit commercial et opérationnel – Asie-Pacifique, Banque Royale et, de mai 2011 à novembre 2013 à décembre 2015, était chef de marché, Gestion des risques de crédit commercial et opérationnel – Asie-Pacifique, Banque Royale et de Damon G. Williams qui, de novembre 2010 à avril 2015, a été président, institutions de RBC GMA.

Placeur principal

RBC GMA est le placeur principal des parts des fonds, exception faite des parts de série A. RBC GMA est située au 155 Wellington Street West, Suite 2200, Toronto (Ontario) M5V 3K7.

FIRI est le placeur principal des parts de série A des fonds aux termes d'une convention de placement conclue par RBC GMA et FIRI le 12 février 2004. La convention de placement peut être résiliée par une partie moyennant un préavis écrit de 30 jours. FIRI est sise au 200 Bay Street, Royal Bank Plaza, South Tower, 9th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2J5.

Conseillers en valeurs

RBC Gestion mondiale d'actifs Inc. – Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité QUBE RBC

NOM	POSTE ET FONCTIONS	PRINCIPAUX LIENS D'AFFAIRES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES
Daniel E. Chornous	Administrateur et chef des placements	Titulaire d'un baccalauréat en commerce de l'Université du Manitoba; analyste financier agréé; lié à RBC GMA depuis 2002
Bill Tilford	Chef, Placements quantitatifs	Lié à RBC GMA depuis 2011

Les décisions de placement des personnes indiquées dont le nom figure dans le tableau ci-dessus et prises pour le compte de RBC GMA ne sont pas assujetties à la surveillance, à l'approbation ou à la ratification d'un comité. Le processus de prise de décisions de placement s'appuie sur le travail des comités de recherche, d'analyse et de placement internes. Le chef des placements supervise les décisions de placement.

RBC Global Asset Management (Asia) Limited – Fonds d'actions chinoises RBC

NOM	POSTE ET FONCTIONS	PRINCIPAUX LIENS D'AFFAIRES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES
Mayur Nallamala	Premier gestionnaire de portefeuille et chef, Actions asiatiques	Lié à RBC Global Asset Management (Asia) Limited depuis 2013
Tomonori Kaneko	Gestionnaire de portefeuille, Actions japonaises	Lié à RBC Global Asset Management (Asia) Limited depuis 2013

Les décisions de placement des personnes dont le nom figure ci-dessus et prises pour le compte de RBC Global Asset Management (Asia) Limited (« RBC GMA (ASIE) ») ne sont pas assujetties à la surveillance, à l'approbation ou à la ratification d'un comité. Le processus de prise de décisions de placement s'appuie sur la recherche et l'analyse effectuées par l'équipe de placement de RBC GMA (ASIE).

La convention de sous-conseiller en valeurs conclue entre RBC GMA et RBC GMA (ASIE) en date du 1^{er} octobre 2005, dans sa version modifiée, prévoit que celle-ci peut être résiliée au moyen d'un préavis écrit de 61 jours donné par RBC GMA ou par RBC GMA (ASIE). RBC GMA a en outre le droit de résilier la convention immédiatement si RBC GMA (ASIE) pose certains gestes ou omet de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la convention. La convention est résiliée automatiquement lorsque RBC GMA cesse d'agir à titre de conseiller principal ou de gestionnaire de portefeuille relativement au fonds en question.

Arrangements en matière de courtage

RBC GMA prend les décisions ayant trait à l'achat et à la vente de titres, dont des parts des fonds sous-jacents, et d'autres actifs des fonds comme les espèces et les dépôts à terme, ainsi que les décisions ayant trait à l'exécution des opérations sur les titres du portefeuille d'un fonds, y compris le choix du marché et du courtier ainsi que la négociation des commissions.

Dans certains cas, RBC GMA reçoit des biens et des services de courtiers en échange des opérations de courtage qu'elle leur confie. Parmi les biens et services en contrepartie desquels RBC GMA peut attribuer des opérations de courtage figurent des biens et services de recherche et des biens et services d'exécution d'ordres.

RBC GMA reçoit notamment les biens et services de recherche suivants : i) des conseils quant à la valeur de titres et au bien-fondé d'opérations sur des titres et ii) des analyses et des rapports relativement à des titres, à des émetteurs, à des secteurs d'activité, à la stratégie de portefeuilles ou encore à des facteurs et à des tendances économiques ou politiques susceptibles d'avoir une incidence sur la valeur de titres. Ces biens et services peuvent être fournis directement par le courtier qui exécute l'ordre (la « recherche exclusive ») ou par une autre partie que le courtier qui exécute l'ordre (la « recherche de tiers »). Les biens et services de recherche que reçoit RBC GMA en échange d'opérations de courtage comprennent des conseils, des analyses et des rapports portant, entre autres, sur des actions, des secteurs d'activité et des économies particuliers.

RBC GMA peut également recevoir des biens et services d'exécution d'ordres comme des analyses de données, des applications logicielles et la transmission de données. Ces biens et services peuvent être offerts directement par le courtier qui exécute l'ordre ou par une autre partie.

Les utilisateurs des biens et services de recherche et des biens et services d'exécution d'ordre sont les gestionnaires de portefeuille, les analystes et les négociateurs de RBC GMA.

Dans certains cas, RBC GMA peut recevoir des biens et services dont certains éléments sont admissibles à titre de biens et services de recherche et/ou de biens et services d'exécution d'ordres, et d'autres ne le sont pas. Ces types de biens et services peuvent être considérés comme à usage multiple (les « biens et services à usage multiple »). Si RBC GMA obtient des biens et services à usage multiple, elle ne peut affecter des opérations de courtage qu'en paiement de la tranche qui serait admissible à titre de biens et services autorisés qu'elle utilise pour prendre des décisions en matière de placements ou d'opérations ou encore pour effectuer des opérations sur titres pour le compte des fonds. Les types de biens et services à usage multiple que peut recevoir RBC GMA comprennent les applications logicielles et les analyses de données.

RBC GMA ne transmet les ordres d'opération à un courtier aux fins d'exécution que si elle a approuvé le recours à ce courtier. RBC GMA approuve le recours à un courtier si elle est d'avis qu'il est en mesure d'effectuer la meilleure exécution, ce qui tient compte d'un certain nombre de facteurs comme le prix, le volume d'opérations, la vitesse d'exécution, la certitude de l'exécution ainsi que le coût total de l'opération.

La capacité du courtier à fournir des biens et des services de recherche et des biens et services d'exécution d'ordre qui ajoutent de la valeur à nos processus de prise de décision en matière de placement et d'exécution d'ordre permettant de produire un rendement sur les placements de nos clients constitue un autre argument, quoique secondaire, militant en faveur de l'approbation du courtier en question par RBC GMA. Parmi les autres facteurs dont nous tenons compte pour approuver un courtier figurent la conformité du courtier à la réglementation, sa solvabilité et sa capacité à traiter efficacement les ordres d'opération et à les régler.

RBC GMA utilise les mêmes critères pour choisir tous ses courtiers, peu importe si le courtier est membre de son groupe ou s'il ne l'est pas. RBC GMA a actuellement des arrangements en matière de courtage avec RBC DVM, RBC Europe Limited (« RBC Europe ») et RBC Capital Markets, LLC (« RBC CM »), membres du même groupe que RBC GMA. RBC DVM, RBC Europe et RBC CM peuvent fournir des biens et des services de recherche, des biens et des services d'exécution d'ordres ainsi que des biens et des services à usage multiple en échange d'opérations de courtage.

RBC GMA réalise des analyses approfondies du coût des opérations afin de s'assurer que les fonds et ses clients tirent un avantage raisonnable de l'utilisation des biens et services de recherche et des biens et services d'exécution d'ordres, selon le cas, de même que des opérations de courtage attribuées. Plus particulièrement, les équipes de gestionnaires de placement de RBC GMA choisissent les courtiers auxquels attribuer des opérations en fonction de leur capacité d'exécuter au mieux les ordres, de la compétitivité des commissions et de l'éventail des services qu'ils offrent ainsi que de la qualité de leur recherche.

RBC GMA peut avoir recours à des biens et services de recherche de même qu'à des biens et services d'exécution d'ordres si cela est avantageux pour les fonds et ses clients, mis à part ceux dont les opérations ont généré le courtage. Toutefois, RBC GMA a mis en place des politiques et des procédures visant à établir de bonne foi que, durant une période de temps raisonnable, tous les clients, y compris les fonds, tirent un avantage juste et raisonnable en échange de la commission générée.

Vous pouvez obtenir une liste des autres courtiers ou tiers qui donnent ou rendent des biens et services de recherche et/ou des biens et services d'exécution d'ordres en nous appelant, sans frais, au 1 800 668-FOND (3663) (en français) au 1 800 463-FUND (3863) (en anglais) ou en nous envoyant un courriel à fonds.investissements@rbc.com (en français) ou à funds.investments@rbc.com (en anglais).

Sous-conseiller

RBC GMA (ASIE) suit les mêmes politiques et procédures relatives à l'utilisation des courtages versés par les clients qui sont décrites précédemment.

Dépositaire

RBC SI, de Toronto, en Ontario, est le dépositaire de l'actif des fonds aux termes d'une convention de dépôt générale modifiée intervenue entre RBC GMA et RBC SI en date du 26 juillet 2012, dans sa version modifiée (la « convention de dépôt générale »). Comme le permettent la convention de dépôt générale et le Règlement 81-102, RBC SI peut nommer des sous-dépositaires à l'occasion. RBC SI touche une rémunération versée par RBC GMA en contrepartie des services de garde qu'elle rend aux fonds. Chaque partie peut résilier la convention de dépôt générale en donnant à l'autre partie un préavis d'au moins 90 jours.

Auditeur

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., comptables professionnels agréés, de Toronto, en Ontario, est l'auditeur des fonds.

Agent chargé de la tenue des registres

La Banque Royale, RBC SI et RBC GMA tiennent un registre des porteurs de toutes les parts des portefeuilles. Les registres des portefeuilles sont tenus à Montréal, au Québec, à Toronto, en Ontario et à Vancouver, en Colombie-Britannique.

Agent de prêt de titres

RBC SI, de Toronto, en Ontario, est l'agent de prêt de titres des fonds aux termes d'une convention de mandat relative au prêt de titres modifiée qu'elle a conclue avec RBC GMA en date du 27 juin 2011 (la « convention de mandat relative au prêt de titres »). RBC SI est une filiale en propriété exclusive de la Banque Royale et un membre du même groupe que RBC GMA. Conformément à la convention de mandat relative au prêt de titres, RBC SI évaluera chaque jour les titres prêtés et les biens donnés en garantie pour s'assurer que la valeur de ces biens équivaut au moins à 102 % de la valeur des titres. Aux termes de la convention de mandat relative au prêt de titres, RBC SI doit indemniser et tenir à couvert chacun des fonds des pertes pouvant découler d'un manquement de RBC SI à son degré de soin ou d'une négligence, d'une fraude ou d'une inconduite délibérée de sa part. Une partie peut mettre fin à la convention de mandat relative au prêt de titres si elle en avise l'autre partie par écrit cinq jours ouvrables à l'avance.

Comité d'examen indépendant

Le CEI agit en tant que comité d'examen indépendant que chacun des fonds est tenu d'avoir en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Le CEI examine les questions liées aux conflits d'intérêts se rapportant à RBC GMA et aux fonds et donne des commentaires à leur égard. Se reporter à la rubrique « Régie des fonds » à la page 27.

Conflits d'intérêts

Principaux porteurs de titres

a) Fonds

Au 27 janvier 2020, aucune personne ou société ne détenait en propriété inscrite ou, à la connaissance du fonds pertinent ou du gestionnaire, en propriété véritable, directement ou indirectement, plus de 10 % des parts en circulation des séries des fonds, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

Fonds d'actions de marchés émergents à faible volatilité QUBE RBC

DÉNOMINATION	TYPE DE PROPRIÉTÉ	NOMBRE DE PARTS DÉTENUES EN PROPRIÉTÉ	SÉRIE	POURCENTAGE DES PARTS EN CIRCULATION DE CHAQUE SÉRIE
Capital Funding Alberta Limited	Inscrite et véritable	15 100	0	100 %

Fonds d'actions chinoises RBC

DÉNOMINATION	TYPE DE PROPRIÉTÉ	NOMBRE DE PARTS DÉTENUES EN PROPRIÉTÉ	SÉRIE	POURCENTAGE DES PARTS EN CIRCULATION DE CHAQUE SÉRIE
Capital Funding Alberta Limited	Inscrite et véritable	100	A	100 %
Capital Funding Alberta Limited	Inscrite et véritable	100	D	100 %

Fonds d'actions chinoises RBC (cont.)

DÉNOMINATION	TYPE DE PROPRIÉTÉ	NOMBRE DE PARTS DÉTENUES EN PROPRIÉTÉ	SÉRIE	POURCENTAGE DES PARTS EN CIRCULATION DE CHAQUE SÉRIE
Capital Funding Alberta Limited	Inscrite et véritable	100	F	100 %
Capital Funding Alberta Limited	Inscrite et véritable	14 700	0	100 %

b) Gestionnaire

Au 27 janvier 2020, aucune personne ou société ne détenait en propriété inscrite ou, à la connaissance du fonds pertinent ou du gestionnaire, en propriété véritable, directement ou indirectement, plus de 10 % des actions en circulation de RBC GMA, le gestionnaire des fonds, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

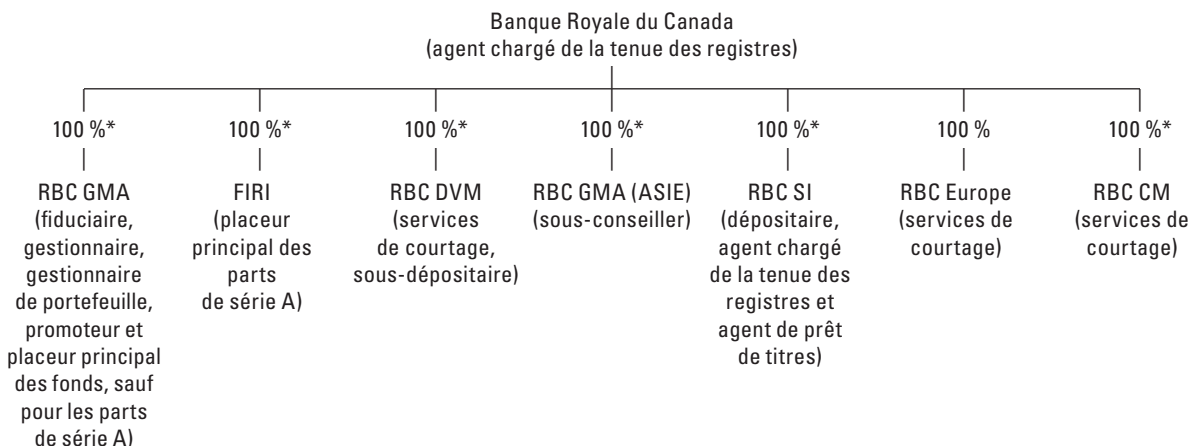
DÉNOMINATION	TYPE DE PROPRIÉTÉ	NOMBRE D'ACTIONNAIRES DÉTENUES	POURCENTAGE DES ACTIONNAIRES EN CIRCULATION
Banque Royale du Canada	Inscrite et véritable	75 000 actions ordinaires	100 %

Le pourcentage de titres de chaque catégorie ou série de titres comportant droit de vote ou de titres de participation de la Banque Royale détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par l'ensemble des administrateurs et des dirigeants de RBC GMA est d'au plus 0,09 % et par l'ensemble des membres du CEI est d'au plus 0,01 %.

La Banque Royale est directement ou indirectement propriétaire de la totalité, soit 60 000, 1 000 000 et 1 001 002, respectivement, des actions ordinaires en circulation de FIRI, de RBC PD et RBC DVM.

Entités membres du groupe

Les sociétés suivantes qui fournissent des services aux fonds ou à RBC GMA relativement aux fonds sont des entités membres du groupe de RBC GMA :



* Filiales indirectes de la Banque Royale du Canada.

Les frais de gestion et d'administration que les fonds versent à RBC GMA et les courtages que les fonds versent à des membres du même groupe figurent dans les états financiers audités des fonds. Les frais versés aux autres membres du même groupe indiqués ci-dessus sont payés par RBC GMA au moyen des frais de gestion et d'administration que les fonds versent à RBC GMA, selon le cas.

Les personnes suivantes sont administrateurs ou dirigeants de RBC GMA ainsi que d'une entité membre du groupe de RBC GMA qui fournit des services aux fonds ou à RBC GMA relativement aux fonds :

NOM	POSTE OCCUPÉ AUPRÈS DU GESTIONNAIRE	POSTE OCCUPÉ AUPRÈS DE L'ENTITÉ MEMBRE DU GROUPE
Sandra Aversa	Administratrice	Première vice-présidente, Banque Royale
Wayne Bossert	Administrateur	Vice-président directeur, Banque Royale; administrateur, RBC DVM
Daniel E. Chornous	Administrateur et chef des placements	Premier vice-président, Banque Royale
Douglas Coulter	Administrateur et président, particuliers	Premier vice-président, Banque Royale
Lisa Goetz	Secrétaire générale adjointe	Secrétaire adjointe, Banque Royale; secrétaire générale adjointe, RBC DVM
Matthew D. Graham	Chef de l'exploitation	Vice-président, Banque Royale
Douglas A. Guzman	Administrateur et président du conseil	Chef de groupe, Gestion du patrimoine et assurances, Banque Royale; directeur général, RBC DVM
Daniela Moretti	Secrétaire générale	Secrétaire adjointe, Banque Royale; secrétaire générale, RBC DVM; secrétaire générale adjointe, FIRI
Chandra Stempien	Administratrice	Vice-présidente, Banque Royale
Damon G. Williams	Administrateur, chef de la direction et personne désignée responsable	Vice-président directeur, Banque Royale

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, certains administrateurs ou dirigeants de RBC GMA peuvent également être administrateurs ou dirigeants de la Banque Royale, de FIRI ou de RBC DVM. RBC GMA a mis sur pied des procédures et des politiques adéquates afin de réduire la possibilité que surviennent des conflits entre les intérêts de RBC GMA et de ceux des entités membres de son groupe. Plus précisément, RBC GMA dispose de politiques et de procédures portant sur les opérations sur les actions ordinaires de la Banque Royale et les placements faisant l'objet d'une prise ferme par RBC DVM, RBC CM et RBC Europe et visant à s'assurer que les mandats de courtage attribués à RBC DVM, RBC CM et RBC Europe seront exécutés

de la meilleure façon possible à des conditions concurrentielles. Se reporter aux rubriques « Régie des fonds – Comité d'examen indépendant » et « Responsabilité à l'égard des activités des fonds – Arrangements en matière de courtage ». RBC GMA surveille l'application de ces politiques et procédures afin de s'assurer de leur efficacité permanente.

Régie des fonds

RBC GMA, à titre de fiduciaire des fonds, assume la responsabilité globale de la gestion des fonds.

Politiques, procédures, pratiques et lignes directrices

À titre de gestionnaire et de gestionnaire de portefeuille des fonds, RBC GMA est responsable de la gestion, de l'administration et de l'exploitation quotidiennes des fonds, et fournit des conseils en placement et des services de gestion de portefeuille aux fonds.

RBC GMA a établi des politiques, des procédures, des pratiques et des lignes directrices appropriées pour s'assurer de la bonne gestion des fonds, notamment comme l'exige le Règlement 81-107, des politiques et des procédures portant sur les conflits d'intérêts. Les systèmes utilisés par RBC GMA à leur égard visent à assurer le suivi et la gestion des pratiques commerciales et pratiques en matière de vente, des risques et des conflits d'intérêts internes relatifs aux fonds tout en veillant à ce que les exigences liées à la réglementation et à la conformité ainsi qu'aux normes internes soient respectées. Le personnel de RBC GMA responsable de la conformité, en collaboration avec la direction de RBC GMA, veille à ce que ces politiques, procédures, pratiques et lignes directrices soient communiquées à l'occasion à toutes les personnes pertinentes et mises à jour, au besoin (y compris les systèmes susmentionnés) pour tenir compte de l'évolution de la situation. RBC GMA surveille également l'application de toutes ces politiques, procédures, pratiques et lignes directrices pour s'assurer de leur efficacité continue.

Le respect des pratiques et des restrictions en matière de placements imposées par les lois sur les valeurs mobilières fait l'objet d'un suivi régulier par RBC GMA. Les pratiques et les restrictions en matière de placements pour les fonds et les lignes directrices concernant l'utilisation d'instruments dérivés et les opérations de prêt de titres ainsi que les conventions de mise en pension et de prise en pension de titres se trouvent aux pages 2 et suivantes.

RBC GMA a en outre mis en place une politique d'opérations personnelles à l'intention des employés (la « politique ») qui vise à prévenir les conflits éventuels, perçus ou réels entre les intérêts de RBC GMA et des membres de son personnel et ceux des clients et des fonds. Aux termes de la politique, certains membres du personnel de RBC GMA doivent faire approuver préalablement certaines de leurs opérations sur titres personnelles pour s'assurer qu'elles n'entrent pas en conflit avec les meilleurs intérêts des fonds et qu'elles ne leur ont pas été offertes en raison des postes qu'ils occupent au sein de RBC GMA.

Comité d'examen indépendant

Le CEI examine les questions de conflits d'intérêts se rapportant à RBC GMA et aux fonds et donne des commentaires à leur égard.

Le CEI examinera et évaluera, au moins une fois par année, le bien-fondé et l'efficacité de ce qui suit :

- › les politiques et les procédures de RBC GMA se rapportant aux questions liées aux conflits d'intérêts à l'égard des fonds;
- › toute directive permanente qu'il a donnée à RBC GMA relativement à des questions liées aux conflits d'intérêts à l'égard des fonds;
- › la conformité de RBC GMA et des fonds aux conditions que le CEI a imposées dans une recommandation ou approbation;
- › tout sous-comité à qui le CEI a délégué l'une ou l'autre de ses fonctions.

En outre, le CEI examinera et évaluera, au moins une fois par année, l'indépendance et la rémunération de ses membres, son efficacité et la contribution et l'efficacité de ses membres. Le CEI remettra à RBC GMA un rapport sur les résultats de cette évaluation.

Le CEI prépare un rapport annuel qui décrit ses activités en tant que comité d'examen indépendant des fonds. Pour vous procurer un exemplaire gratuit de ce rapport, appelez-nous au 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou au 1 800 463-FUND (3863) (en anglais) ou adressez-vous à votre courtier. Vous pouvez également obtenir un exemplaire de ce rapport sur le site Web des fonds RBC à www.rbcgam.com/fr/ca ou en transmettant un courriel à fonds.investissements@rbc.com (en français) ou à funds.investments@rbc.com (en anglais).

Ce rapport et d'autres renseignements sur le CEI sont également disponibles à www.sedar.com.

Le CEI se compose de cinq membres qui sont tous indépendants de RBC GMA, des fonds et des entités reliées à RBC GMA. Le nom et le lieu de résidence de tous les membres du CEI ainsi que leur occupation principale figurent ci-dessous :

NOM	LIEU DE RÉSIDENCE	OCCUPATION PRINCIPALE ACTUELLE
Paul K. Bates	Millgrove (Ontario)	Professeur et ancien cadre dans le secteur des placements
Ruth Corbin	Toronto (Ontario)	Administratrice, dirigeante d'entreprise et psychologue judiciaire
Catherine J. Kloepfer ¹⁾	Winnipeg (Manitoba)	Vice-présidente principale, Services internes et chef des finances, Administration aéroportuaire de Winnipeg Inc.
Charles F. Macfarlane ²⁾	Toronto (Ontario)	Administrateur et ancien cadre et membre d'un organisme de réglementation dans le secteur des placements
Suromitra Sanatani	Edmonton (Alberta)	Administratrice de sociétés

1) Vice-présidente du CEI.

2) Président du CEI.

Politiques et procédures de vote par procuration

À titre de gestionnaire de portefeuille des fonds, RBC GMA est chargée de gérer les placements des fonds, y compris de l'exercice des droits de vote que confèrent les titres détenus par les fonds. Dans le texte qui suit, un *fonds* peut également désigner un fonds sous-jacent.

Chaque fonds dispose de politiques et de procédures de vote par procuration qui s'appliquent aux titres détenus par les fonds auxquels sont rattachés des droits de vote. RBC GMA a mis sur pied des politiques, des procédures et des lignes directrices de vote par procuration (les « lignes directrices en matière de vote par procuration ») touchant les titres détenus par les fonds auxquels sont rattachés des droits de vote. Les lignes directrices en matière de vote par procuration prévoient que les droits de vote de chaque fonds seront exercés dans les meilleurs intérêts du fonds.

Les documents de sollicitation de procurations des émetteurs renferment la plupart du temps des propositions visant à élire les administrateurs, à nommer des auditeurs externes et à fixer leur rémunération, à adopter ou à modifier les régimes de rémunération de la direction et à modifier la structure du capital de la société. Les lignes directrices en matière de vote par procuration énoncent les principes de gouvernance qu'appliquera RBC GMA pour déterminer la façon de voter sur une question

à l'égard de laquelle un fonds reçoit des documents de procuration. Les lignes directrices en matière de vote par procuration établissent des lignes directrices portant sur l'exercice du droit de vote rattaché aux titres d'un émetteur sur les questions suivantes : le conseil d'administration, la rémunération des dirigeants et des administrateurs, la protection contre les offres publiques d'achat, les droits des actionnaires et les propositions des actionnaires. RBC GMA exercera généralement le droit de vote que confèrent les procurations des fonds conformément aux lignes directrices en matière de vote par procuration, mais il se peut qu'elle déroge aux lignes directrices en matière de vote par procuration si elle est d'avis qu'il est dans l'intérêt d'un fonds de voter de façon différente à ce qui y est prévu. La décision définitive sur la façon d'exercer le droit de vote que confèrent les procurations des fonds revient à RBC GMA. Toute question qui n'est pas visée par les lignes directrices en matière de vote par procuration, dont les questions d'affaires portant sur l'émetteur ou celles qui sont soulevées par les actionnaires de l'émetteur, seront traitées au cas par cas tout en considérant l'impact éventuel du vote sur la plus-value pour les actionnaires. RBC GMA a retenu les services d'Institutional Shareholder Services Inc. pour qu'elle fournisse des services administratifs et des services de vote par procuration aux fonds. RBC GMA compte également une politique de vote par procuration, qui comprend une procédure visant à s'assurer que les droits de vote sont exercés dans l'intérêt du fonds pertinent.

Si RBC GMA est aux prises avec un possible conflit d'intérêt important à l'égard de procurations, son comité sur le vote par procuration se réunira pour le régler. Dans certains cas, des questions relatives au vote par procuration peuvent être soumises au CEI afin d'obtenir sa recommandation. RBC GMA a recours à un analyste en matière de gouvernance qui est chargé de s'assurer que RBC GMA exerce le droit de vote que confèrent toutes les procurations conformément aux lignes directrices en matière de vote par procuration et de signaler les situations devant être tranchée par le comité sur le vote par procuration. Puisque RBC GMA dispose d'un pouvoir discrétionnaire sur les portefeuilles des fonds, elle dépose les demandes de règlement d'actions collectives applicables pour le compte des fonds. RBC GMA a retenu les services de Institutional Shareholder Services Inc. pour qu'elle fournisse des services de soutien administratif en cas d'actions collectives.

On peut obtenir gratuitement les lignes directrices en matière de vote par procuration en appelant au 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou au 1 800 463-FUND (3863) (en anglais) ou en écrivant à RBC Gestion mondiale d'actifs Inc., 155 Wellington Street West, Suite 2200, Toronto (Ontario) M5V 3K7. Les lignes directrices en matière de vote par procuration sont également affichées sur le site Web de RBC GMA à www.rbcgam.com/fr/ca.

Le porteur de parts d'un fonds peut consulter gratuitement, sur demande, le registre des votes par procuration du fonds pour la dernière période de 12 mois terminée le 30 juin de chaque année à tout moment après le 31 août de l'année en question. Le registre des votes par procuration de chaque fonds sera également disponible chaque trimestre sur le site Web de RBC GMA à www.rbcgam.com/fr/ca.

Droits de vote et investissements dans un fonds de fonds

Les fonds peuvent investir dans des titres d'autres organismes de placement collectif (appelés des « fonds sous-jacents »), y compris, dans certains cas, un autre fonds RBC, un portefeuille privé RBC, un fonds PH&N ou un FNB RBC. Si une assemblée des porteurs de parts est convoquée à l'égard d'un fonds sous-jacent que nous ou un membre de notre groupe gérons, vous aurez les droits de vote que confèrent les parts du fonds sous-jacent et nous n'exercerons pas ces droits de vote. Si une assemblée des porteurs de parts est convoquée à l'égard d'un fonds sous-jacent que nous ou un membre de notre groupe ne gérons pas, nous exercerons ces droits de vote à notre gré de façon conforme à la politique de vote par procuration.

Opérations à court terme

RBC GMA a créé des politiques et procédures visant à dissuader les épargnants de souscrire, de faire racheter ou d'échanger des parts trop souvent. Selon le fonds et les circonstances, RBC GMA aura recours à une combinaison de mesures préventives et détectives pour dissuader et repérer les opérations trop fréquentes à court terme dans les fonds RBC, dont les suivantes :

- › fixation de la juste valeur des titres détenus par un fonds;
- › imposition de frais d'opérations à court terme;
- › surveillance des activités de négociation et refus de négociation.

Se reporter à la rubrique « Opérations à court terme » du prospectus simplifié des fonds pour de plus amples renseignements sur les frais d'opérations à court terme, notamment sur les circonstances où ils pourraient ne pas s'appliquer.

Incidences fiscales

Cette partie résume les principales incidences de l'impôt sur le revenu fédéral canadien sur les fonds et les épargnants qui sont des particuliers et qui, aux fins de l'impôt, résident au Canada, n'ont pas de lien de dépendance avec le fonds et détiennent des parts d'un fonds en tant qu'immobilisations.

La description qui suit repose sur les dispositions actuelles de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de son règlement d'application, ainsi que sur toutes les propositions visant à modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et son règlement d'application annoncées publiquement. Elle repose également sur les politiques administratives et de cotisation publiées par l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC »).

Le présent résumé ne prétend pas être exhaustif. Il ne traite pas des incidences fiscales provinciales, territoriales ou étrangères ni ne constitue un avis juridique ou fiscal à un porteur donné de parts d'un fonds. Les épargnants sont invités à consulter leurs propres conseillers en fiscalité pour connaître les incidences fiscales découlant d'un placement compte tenu de leur situation.

Le présent résumé est également fondé sur les hypothèses selon lesquelles i) aucun des émetteurs de titres détenus par un fonds ne sera une société étrangère affiliée du fonds ou d'un porteur de parts, ii) aucun des titres détenus par un fonds ne constituera a) un « abri fiscal déterminé », au sens de l'article 143.2 de la *Loi de l'impôt*, b) une participation dans une fiducie non-résidente qui n'est pas une « fiducie étrangère exempte », au sens de l'article 94 de la *Loi de l'impôt*, c) une participation dans une fiducie non-résidente qui est réputée être une société étrangère affiliée contrôlée du fonds aux fins de la *Loi de l'impôt* ou d) un bien d'un fonds de placement non résident qui obligerait le fonds à inclure des sommes importantes dans son revenu en vertu de l'article 94.1 de la *Loi de l'impôt*, iii) aucun des fonds ne conclura un arrangement donnant lieu à un mécanisme de transfert de dividendes aux fins de la *Loi de l'impôt* et iv) aucun porteur de parts n'a conclu ni ne conclura un « contrat dérivé à terme », au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt* relativement aux parts d'un fonds.

Imposition des fonds

Les fonds ont l'intention de devenir des fiducies de fonds commun de placement en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Chacun des fonds est assujéti à l'impôt sur son revenu prévu par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (y compris sur ses gains en capital imposables nets) pour chaque année, déduction faite de la partie du revenu qui est payée ou payable aux porteurs de parts du fonds au cours de l'année. Chaque fonds devrait distribuer aux porteurs de parts chaque année son revenu (y compris ses gains en capital imposables nets) afin de ne pas devoir payer pour une année donnée l'impôt sur le revenu ordinaire prévu par la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Si un fonds ne devient pas admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement et plus de 50 % (calculé en fonction de la juste valeur marchande) de ses parts sont détenues par un ou plusieurs porteurs de parts qui sont considérés comme des « institutions financières » aux fins de certaines règles spéciales d'évaluation à la valeur du marché contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), le fonds lui-même sera alors traité comme une institution financière en vertu de ces règles spéciales. Conformément à ces règles, le fonds sera tenu de constater au moins une fois par année à titre de revenu les gains et les pertes accumulées sur certains types de titres de créance et de titres de capitaux propres qu'il détient et il sera également visé aux règles spéciales en matière d'inclusion de revenu à l'égard de ces titres. Le revenu attribuable à un tel traitement sera inclus dans les sommes devant être distribuées aux porteurs de parts. Si plus de 50 % des parts du fonds cessent d'être détenues par des institutions financières, l'année d'imposition du fonds sera réputée prendre fin tout juste avant ce moment-là et les gains ou les pertes sur certains types de titres d'emprunt et de titres de capitaux propres qu'elles détiennent qui se sont accumulés avant ce moment-là seront réputés avoir été réalisés ou subies par le fonds à ce moment-là et seront distribués aux porteurs de parts. Une nouvelle année d'imposition du fonds commencera alors comme il est indiqué ci-dessus.

Initialement, après la création d'un fonds, une filiale de la Banque Royale détiendra toutes les parts en circulation de celui-ci. Par conséquent, les fonds seront, au moins pendant la période initiale, assujettis aux règles spéciales d'évaluation à la valeur du marché dont il est question ci-dessus. Si plus de 50 % des parts d'un fonds devaient ultérieurement cesser d'être détenues par une filiale de la Banque Royale et/ou d'autres institutions financières, l'année d'imposition du fonds sera réputée prendre fin tout juste avant ce moment-là et les gains ou les pertes sur certains types de titres d'emprunt et de titres de capitaux propres qu'il détient accumulés jusqu'à ce moment-là seront réputés avoir été réalisés ou subies par le fonds comme il est décrit ci-dessus et feront partie des sommes réputées être distribuées aux porteurs de parts du fonds pour cette année d'imposition réduite. Une nouvelle année d'imposition du fonds commencera alors, comme il est expliqué ci-dessus.

Si un fonds ne constitue pas une fiducie de fonds commun de placement au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) tout au long d'une année d'imposition i) il pourrait devoir payer un impôt minimum de remplacement au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour cette année, ii) il pourrait devoir payer un impôt spécial prévu par la partie XII.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour cette année et iii) il pourrait être visé par les règles qui s'appliquent aux institutions financières qui sont traitées ci-dessus. Un fonds qui constitue un « placement enregistré » en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), mais qui ne constitue pas une fiducie de fonds commun de placement, peut, dans certains cas, devoir payer l'impôt prévu par la partie X.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) s'il effectue un placement dans des biens qui ne constituent pas un placement admissible pour des régimes enregistrés. Les fonds qui constituent des « placements enregistrés » n'ont pas l'intention d'effectuer des placements qui les obligeraient à payer l'impôt prévu par la partie X.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour une période au cours de laquelle le fonds constitue un placement enregistré.

Un fonds inclura dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition l'intérêt (ou la somme réputée constituer de l'intérêt aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada)) que le fonds accumule ou est réputé avoir accumulé à la fin de l'année, ou qu'il doit recevoir ou qu'il a reçu avant la fin de l'année, dans la mesure où l'intérêt en question (ou la somme réputée constituer de l'intérêt) n'était pas inclus dans le calcul du revenu du fonds pour une année d'imposition précédente.

Toutes les dépenses déductibles de chaque fonds, y compris les frais communs à toutes les séries de parts du fonds, les frais de gestion et les autres frais propres à une série précise de parts du fonds, seront incluses dans le calcul du revenu ou de la perte du fonds, dans son ensemble, aux fins de l'impôt.

Si les attributions appropriées sont faites par un fonds sous-jacent dans lequel un fonds investit, la nature des distributions versées par le fonds sous-jacent et provenant de dividendes (y compris de dividendes déterminés) de sociétés canadiennes, du revenu de source étrangère et de gains en capital sera préservée entre les mains du fonds qui reçoit les distributions aux fins du calcul de son revenu et des attributions à l'égard de ses propres distributions versées à ses porteurs de parts. Un fonds peut également recevoir d'un fonds sous-jacent des distributions de revenu ordinaire. Les distributions que verse un fonds à ses porteurs de parts peuvent tenir compte de la nature des montants en question que ce fonds reçoit.

Si les fonds investissent dans des titres qui ne sont pas libellés en dollars canadiens, le coût et le produit de la disposition des titres, les versements de dividendes ou d'intérêts sur ceux-ci, et toutes les autres sommes, seront établis, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur au moment de l'opération. Par conséquent, les fonds peuvent réaliser un revenu, réaliser des gains ou subir des pertes en raison de la fluctuation de la valeur d'une devise par rapport au dollar canadien, et ces gains de change ou pertes de change seront compris dans le calcul de leur revenu aux fins de l'impôt. Si les distributions qu'un fonds verse aux porteurs de parts au cours d'une année ne suffisent pas à maintenir l'équilibre avec son revenu aux fins de l'impôt, calculées en dollars canadiens, le fonds peut effectuer une distribution additionnelle aux porteurs de parts avant la fin de l'année afin de s'assurer que le fonds n'ait pas d'impôt à payer.

Un fonds qui investit dans des instruments dérivés plutôt que dans des placements directs inclura les gains réalisés et déduira les pertes subies dans le cadre des opérations liées aux instruments dérivés à titre de revenu plutôt qu'à titre de gains et de pertes en capital.

Les pertes que subit un fonds ne peuvent pas être réparties entre les porteurs de parts, mais le fonds peut les reporter à des années futures et les déduire au cours de ces années. Les fonds peuvent être touchés par les règles en matière de perte différée de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Une perte subie à la disposition d'immobilisations est considérée comme une perte différée si un fonds fait l'acquisition d'un bien (un « bien de remplacement ») qui est le même que le bien vendu ou qui est identique à celui-ci, dans les 30 jours précédant et suivant la disposition et le fonds devient propriétaire du bien de remplacement 30 jours après la disposition initiale. Si une perte est différée, le fonds applicable ne peut déduire la perte de ses gains en capital tant que le bien de remplacement n'est pas vendu et acquis de nouveau dans les 30 jours précédant et suivant la vente.

Si un fonds est assujéti à un « fait lié à la restriction de pertes », i) son année d'imposition sera réputée prendre fin aux fins de l'impôt et ii) il deviendra visé par les règles relatives à un fait lié à la restriction de pertes qui s'appliquent généralement aux sociétés qui subissent une acquisition de contrôle, dont la réalisation réputée de pertes en capital non subies et les restrictions touchant sa capacité à reporter les pertes. De façon générale, un fonds sera assujéti à un fait lié à la restriction de pertes si une personne devient un « bénéficiaire détenant une participation majoritaire » du fonds ou un groupe de personnes devient un « groupe de bénéficiaires détenant une participation majoritaire » du fonds, au sens attribué à ces expressions dans les règles relatives aux personnes affiliées contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), avec les modifications pertinentes. De façon générale, un bénéficiaire détenant une participation majoritaire d'un fonds sera un bénéficiaire qui, avec les personnes ou sociétés de personnes avec lesquelles le bénéficiaire est affilié, a une participation dans le fonds dont la juste valeur marchande est supérieure à 50 % de celle de l'ensemble des droits sur le revenu ou le capital, respectivement, du fonds. Un fonds sera généralement dispensé de l'application éventuelle des règles relatives à un fait lié à la restriction de pertes s'il constitue une « fiducie de placement déterminée » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Si le montant des distributions versées par un fonds sous-jacent à un fonds au cours d'une année dépasse le revenu et les gains en capital du fonds sous-jacent, l'excédent ne sera pas inclus dans le revenu du fonds (à moins que le fonds sous-jacent ne décide de traiter l'excédent comme un revenu), mais réduira le prix de base rajusté de ses parts du fonds sous-jacent aux fins de calcul d'un gain ou d'une perte en capital réalisé ou subie sur une disposition future des parts du fonds sous-jacent. Un traitement fiscal similaire s'applique à l'égard des distributions excédentaires sur les parts d'une fiducie de revenu détenues par un fonds ou un fonds sous-jacent. Dans chaque cas, si le prix de base rajusté d'une part devait être un montant inférieur à zéro, ce montant négatif sera réputé constituer un gain en capital réalisé par le porteur et le prix de base rajusté de la part du porteur sera alors de zéro.

Imposition des porteurs de parts

Les porteurs de parts d'un fonds (sauf les régimes enregistrés ou les CELI) sont tenus d'inclure dans leur revenu aux fins de l'impôt pour une année donnée la somme du revenu en dollars canadiens (y compris les gains en capital imposables nets) qui leur est payée ou payable par le fonds au cours de l'année et déduite par le fonds dans le calcul de son revenu aux fins de l'impôt, peu importe qu'elle soit réinvestie ou non dans des parts additionnelles du fonds. Toute somme réinvestie dans des parts additionnelles du fonds s'ajoutera au prix de base rajusté des parts pour le porteur de parts.

Si les distributions versées à un porteur de parts par un fonds au cours d'une année sont supérieures à la quote-part du revenu net et des gains en capital nets du fonds attribuable à ce porteur de parts pour l'année, la différence ne sera généralement pas imposable et viendra plutôt réduire le prix de base rajusté des parts du fonds détenues par ce porteur, à moins que le fonds ne choisisse et n'ait le droit de traiter les excédents en question à titre de distributions de revenu. Toutefois, si ces distributions excédentaires étaient réinvesties dans de nouvelles parts, le prix de base rajusté global des parts du porteur de parts ne serait pas réduit. Si le prix de base rajusté devenait un montant négatif par suite des réductions du prix de base rajusté des parts d'un porteur de parts pour l'année, ce montant serait considéré comme un gain en capital que le porteur de parts aurait réalisé durant l'année et le prix de base rajusté des parts deviendrait équivalent à zéro.

Chaque fonds attribuera, dans la mesure permise par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), la partie, le cas échéant, du revenu net distribué aux porteurs de parts pouvant être raisonnablement considérée comme étant composée, respectivement, i) de dividendes imposables réputés avoir été reçus par le fonds sur les actions de sociétés canadiennes imposables et ii) de gains en capital imposables nets réputés avoir été réalisés par le fonds. Un tel montant attribué sera réputé, aux fins de l'impôt, avoir été reçu ou réalisé par les porteurs de parts au cours de l'année à titre de dividende imposable et de gain en capital imposable, respectivement. Le traitement de majoration et de crédit fiscal pour dividendes qui s'applique habituellement aux dividendes imposables versés par une société canadienne imposable s'appliquera aux montants attribués à titre de dividendes imposables. Une bonification de la majoration des dividendes et du crédit d'impôt pour dividende s'applique à l'égard de certains dividendes admissibles et chaque fonds informera les porteurs de parts des dividendes qui pourraient être considérés comme des dividendes admissibles. Les montants attribués à titre de gains en capital imposables seront assujettis aux règles générales sur l'imposition des gains en capital, décrites ci-après. De plus, le fonds pourrait faire des attributions à l'égard du revenu considéré comme provenant de sources étrangères de façon qu'aux fins du calcul du crédit pour impôt étranger d'un porteur de parts, le porteur de parts puisse être réputé avoir payé sous forme d'impôt au gouvernement d'un pays étranger la partie de l'impôt réputé avoir été payée par le fonds à ce pays correspondant à la part du porteur de parts du revenu du fonds provenant de sources situées dans ce pays. Les porteurs de parts seront avisés chaque année de la composition des montants, y compris des sommes non imposables, qui leur sont distribués.

Lorsqu'un porteur de parts acquiert des parts d'un fonds, la valeur liquidative des parts et, ainsi, une partie du prix payé pourraient comprendre le revenu et les gains en capital réalisés du fonds qui n'ont pas été distribués et les gains en capital accumulés qui n'ont pas été réalisés par le fonds. Cette situation pourrait surtout se produire vers la fin de l'exercice avant que les distributions de fin d'exercice aient été effectuées. Si le fonds distribue le revenu et les gains en capital réalisés en question et que ces gains en capital accumulés sont réalisés et distribués, un porteur de parts devra inclure le revenu et les gains en question dans le calcul de son revenu aux fins de l'impôt, même si ces montants étaient compris dans le prix payé par le porteur de parts. Si la somme des distributions est réinvestie dans des parts additionnelles du fonds, les montants seront ajoutés au prix de base rajusté des parts du porteur de parts. Les fonds prévoient distribuer leur revenu net et leurs gains en capital nets, chaque année, généralement en décembre. Une distribution entraîne une diminution de la valeur liquidative par part d'un fonds.

Le prix de base rajusté des parts d'un porteur de parts pour une série tiendra compte du coût moyen pour le porteur de parts de toutes les parts de cette série qu'il détient, y compris les parts souscrites dans le cadre du réinvestissement d'une distribution.

À la disposition réelle ou réputée d'une part d'un fonds, y compris le rachat d'une part par un fonds pour régler des frais, un rachat à la dissolution d'un fonds (y compris lorsque le porteur de parts reçoit des parts d'un autre fonds) et un échange de parts d'un fonds contre celles d'un autre fonds, un gain en capital (ou une perte en capital) sera réalisé (ou subie) dans la mesure où le produit tiré de la disposition des parts du premier fonds est supérieur (ou inférieur) au total du prix de base rajusté des parts en question pour le porteur et des coûts de disposition. La moitié d'un gain en capital réalisé dans le cadre de la disposition de ces parts sera incluse dans le revenu à titre de gain en capital imposable. La moitié d'une perte en capital subie sera déduite des gains en capital imposables, sous réserve des règles détaillées de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et conformément à celles-ci.

Une reclassification de parts d'une série en parts d'une autre série du même fonds ne sera pas réputée constituer une disposition aux fins de l'impôt et, par conséquent, le porteur de parts ne réalisera aucun gain ni ne subira aucune perte par suite d'une reclassification. Le total du prix de base rajusté des parts du porteur de parts reçues au moment de la reclassification correspondra au total du prix de base rajusté des parts reclassées tout juste avant la reclassification.

Les particuliers pourraient être assujettis à un impôt minimum de remplacement qui pourrait s'appliquer à l'égard de montants traités à titre de dividendes admissibles et de gains en capital.

Les porteurs de parts de série F ou de série O devraient consulter leurs conseillers fiscaux pour savoir si les frais qu'ils doivent assumer peuvent être déduits du coût de leurs parts ou être ajoutés à celui-ci aux fins de l'impôt.

Se reporter à la rubrique « Incidences fiscales pour les épargnants – Parts du fonds détenues dans le cadre d'un compte non enregistré – Calcul du gain ou de la perte en capital au rachat de parts » du prospectus simplifié des fonds.

Relevés d'impôt

Les porteurs de parts recevront un relevé d'impôt annuel contenant des renseignements relatifs aux distributions de revenu net, de gains en capital nets et de montants non imposables (notamment un remboursement de capital) distribués par les fonds dont ils détiennent des parts pour leur permettre de remplir leur déclaration de revenus. Les porteurs de parts devraient conserver au dossier le coût des parts acquises afin de pouvoir calculer tout gain en capital réalisé ou toute perte en capital subie au moment du rachat ou autre disposition de leurs parts.

Régimes enregistrés et CELI

De façon générale, le montant d'une distribution payée ou payable à un régime enregistré (comme un régime enregistré d'épargne-retraite (REER), un régime enregistré d'épargne-études (REEE), un régime enregistré d'épargne-retraite collectif, un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR), un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) ou un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB)) ou à un CELI provenant d'un fonds et de gains réalisés par un régime enregistré ou un CELI dans le cadre d'une disposition de parts d'un fonds ne sera pas imposable en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Toutefois, les montants retirés d'un régime enregistré peuvent être assujettis à l'impôt (sauf le remboursement de cotisations à un REEE, certains retraits d'un REEI et les retraits d'un CELI).

Admissibilité pour les régimes enregistrés et les CELI

Pourvu qu'un fonds soit ou demeure admissible à titre de fiducie de fonds commun de placement en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) ou soit un « placement enregistré » en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), les parts du fonds constitueront des placements admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour les fiducies régies par des régimes enregistrés et des CELI. Les parts des fonds constitueront, à tout moment pertinent, des placements admissibles pour les fiducies régies par des régimes enregistrés et des CELI et peuvent être souscrites dans le cadre de tous les régimes enregistrés et CELI.

Dans le cas d'un CELI, d'un REER, d'un REEE, d'un REEI et d'un FERR, dans la mesure où le titulaire, le souscripteur ou le rentier n'a pas de participation notable dans un fonds ni de lien de dépendance avec le fonds aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), les parts du fonds en question ne constitueront pas des placements interdits pour le CELI, le REER, le REEE, le REEI ou le FERR (les « règles relatives aux placements interdits »). De façon générale, le titulaire, le souscripteur ou le rentier n'aura une participation notable dans un fonds que s'il est propriétaire d'au moins 10 % de la valeur des parts en circulation du fonds, seul ou avec des personnes ou des sociétés de personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance. Selon une règle d'exonération visant les organismes de placement collectif nouvellement formés, les parts de chacun des fonds ne devraient pas constituer un placement interdit pour un CELI, un REER, un REEE, un REEI ou un FERR au cours des 24 premiers mois d'existence du fonds. Les porteurs de parts devraient consulter leurs conseillers en fiscalité pour savoir si un placement dans un fonds risque de constituer un placement interdit pour un CELI, un REER, un REEE, un REEI ou un FERR dans leur situation particulière.

Au sujet des REEE

Les parts des fonds constitueront, à tout moment pertinent, des placements admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour les REEE.

Les cotisations à un REEE ne sont pas déductibles d'impôt. Les cotisations sont assujetties à une limite à vie de 50 000 \$ par bénéficiaire. Vous devrez payer une pénalité fiscale de 1 % par mois pour toute cotisation excédant cette limite.

Les cotisations versées à un REEE peuvent donner droit à des subventions canadiennes pour l'épargne-études (les « SCEE »). Ces subventions sont payables directement au REEE, sous réserve de certains plafonds. Les SCEE peuvent devoir être remboursées dans certaines circonstances, notamment lors de retraits de cotisations dans certaines situations. De plus, les bénéficiaires pourraient également être admissibles au Bon d'études canadien.

Tant qu'un REEE est enregistré en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), aucun impôt n'est exigible aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) du souscripteur, du bénéficiaire ou du REEE relativement au revenu net et aux gains en capital nets distribués par un fonds sur les parts détenues dans un REEE ou sur les gains en capital réalisés à la disposition de parts tant qu'aucun montant n'est retiré du régime.

Le bénéficiaire d'un REEE sera tenu d'inclure dans son revenu les paiements d'aide aux études au fur et à mesure qu'il les reçoit.

Sous réserve des modalités du REEE, il se pourrait que le souscripteur reçoive un remboursement de cotisations versées à son REEE. Un remboursement de cotisations n'est pas inclus dans le revenu du souscripteur, mais pourrait entraîner le remboursement de SCEE et des restrictions sur le versement de ces subventions dans le futur.

Dans certains cas, notamment si le bénéficiaire d'un REEE ne poursuit pas d'études supérieures à l'âge de 21 ans et que le REEE est établi depuis au moins 10 ans, le souscripteur pourra transférer jusqu'à 50 000 \$ de revenu et de gains en capital accumulés dans le REEE à son REER ou à celui de son conjoint sans avoir à inclure le montant transféré dans son revenu personnel. Il est entendu que le montant des déductions inutilisées du souscripteur aux fins d'un REER doit être suffisant. Le souscripteur pourra aussi recevoir le versement de la totalité ou d'une partie du revenu et des gains en capital accumulés du REEE à titre de revenu personnel. Une pénalité fiscale de 20 % s'applique à ces versements en plus de l'impôt à payer.

Obligations d'information internationales

Selon l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer l'observation fiscale à l'échelle internationale au moyen d'un meilleur échange de renseignements en vertu de la Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (l'« accord intergouvernemental ») et la législation canadienne connexe, les fonds et leurs intermédiaires doivent déclarer à l'ARC certains renseignements, dont certains renseignements financiers (comme le solde des comptes), concernant les porteurs de parts (exception faite des régimes enregistrés et des CELI) qui sont, ou dont les personnes qui les contrôlent sont, des résidents des États-Unis, des citoyens des États-Unis (y compris les citoyens des États-Unis qui sont des résidents ou des citoyens du Canada) ou certaines autres « personnes des États-Unis » au sens de l'accord intergouvernemental. Les intermédiaires et/ou les entités qui détiennent des parts directement ou indirectement pourraient être visés par d'autres exigences de communication de renseignements en vertu de l'accord intergouvernemental. L'ARC communiquera ensuite les renseignements à l'Internal Revenue Service des États-Unis conformément aux dispositions et aux mécanismes de protection de la *Convention entre le Canada et les États-Unis d'Amérique en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune*.

En outre, conformément aux règles contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) visant à mettre en œuvre la norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques (les « règles relatives à la norme commune de déclaration »), un fonds et ses intermédiaires doivent, en vertu de la législation canadienne, relever et déclarer à l'ARC certains renseignements, dont des renseignements financiers (comme le solde des comptes), concernant les porteurs de parts du fonds (exception faite des régimes enregistrés et des CELI) qui sont, ou dont les personnes qui les contrôlent sont, des résidents d'un autre pays que le Canada (sauf les États-Unis). Les intermédiaires et/ou les entités qui détiennent des parts directement ou indirectement pourraient être visés par des exigences de communication différentes en vertu des règles relatives à la norme commune de déclaration. L'ARC pourra alors échanger les renseignements avec les pays où les porteurs de parts résident en vertu des dispositions et des mécanismes de protection de la *Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale* ou de la convention fiscale bilatérale pertinente.

Rémunération des administrateurs, des dirigeants et du fiduciaire

Les fonds n'ont pas d'administrateurs ni de dirigeants. RBC GMA, en qualité de fiduciaire des fonds, n'a droit à aucune rémunération. RBC GMA, en qualité de gestionnaire des fonds, reçoit les frais de gestion décrits dans le prospectus simplifié des fonds.

Ces frais seront répartis entre les fonds et les autres fonds RBC gérés par RBC GMA de façon équitable et raisonnable.

Contrats importants

Les contrats importants conclus par chaque fonds sont les suivants :

- a) la déclaration de fiducie générale et le règlement afférent à chaque fonds;
- b) la convention de placement relative aux parts de série A des fonds;
- c) la convention de dépôt générale.

Chacun de ces contrats est décrit à la rubrique « Responsabilité à l'égard des activités des fonds » à la page 18.

Les porteurs de titres existants ou éventuels peuvent examiner des exemplaires des contrats importants susmentionnés au bureau principal des fonds pendant les heures normales d'ouverture de bureau.

Attestation des fonds et du gestionnaire, du promoteur et du placeur principal des fonds (sauf pour la série A)

La présente notice annuelle, avec le prospectus simplifié et les documents intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié, révèlent de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement au moyen du prospectus simplifié, conformément à la législation en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada et ne contiennent aucune information fausse ou trompeuse.

Le 28 janvier 2020

Par : « *Damon G. Williams* »

Damon G. Williams
Chef de la direction
RBC Gestion mondiale d'actifs Inc.,
en qualité de fiduciaire, de gestionnaire, de
promoteur et de placeur principal des fonds
(sauf pour la série A)

Par : « *Heidi Johnston* »

Heidi Johnston
Chef des finances,
Fonds de RBC GMA,
RBC Gestion mondiale d'actifs Inc.,
en qualité de fiduciaire, de gestionnaire, de
promoteur et de placeur principal des fonds
(sauf pour la série A)

Au nom du conseil d'administration
de RBC Gestion mondiale d'actifs Inc.,
en qualité de fiduciaire, de gestionnaire, de promoteur et
de placeur principal des fonds (sauf pour la série A)

Par : « *Douglas Coulter* »

Douglas Coulter
Administrateur

Par : « *Daniel E. Chornous* »

Daniel E. Chornous
Administrateur

Attestation du placeur principal des fonds (série A)

À notre connaissance, la présente notice annuelle, avec le prospectus simplifié et les documents intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié, révèlent de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement au moyen du prospectus simplifié, conformément à la législation en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada et ne contiennent aucune information fausse ou trompeuse.

Le 28 janvier 2020

FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.

Par: « *Katherine Dudtschak* »

Katherine Dudtschak

Présidente et chef de la direction

Fonds RBC

Des renseignements supplémentaires sur les fonds figurent dans l'aperçu des fonds, les rapports de la direction sur le rendement des fonds et les états financiers des fonds.

Vous pouvez obtenir gratuitement un exemplaire de ces documents en nous appelant, sans frais, au 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou au 1 800 463-FUND (3863) (en anglais), en nous envoyant un courriel à fonds.investissements@rbc.com (en français) ou à funds.investments@rbc.com (en anglais), ou en vous adressant à votre courtier.

Vous pouvez également obtenir des exemplaires de la présente notice annuelle, des aperçus des fonds, du prospectus simplifié, des rapports de la direction sur le rendement des fonds et des états financiers sur le site des fonds RBC à www.rbcgam.com/fr/ca.

On peut également obtenir ces documents et d'autres renseignements concernant les fonds, comme les circulaires de la direction et les contrats importants, sur le Web à www.sedar.com.

RBC GESTION MONDIALE D'ACTIFS INC.

155 Wellington Street West
Suite 2200
Toronto (Ontario)
M5V 3K7

Adresse postale :
P.O. Box 7500, Station A
Toronto (Ontario)
M5W 1P9

Service à la clientèle : 1 800 668-FOND (3663) (en français) ou 1 800 463-FUND (3863) (en anglais)

Les parts des fonds RBC sont offertes et placées par RBC Gestion mondiale d'actifs Inc. et elles sont également placées par d'autres courtiers autorisés.

® / MC Marque(s) de commerce de Banque Royale du Canada, utilisée(s) sous licence.
© RBC Gestion mondiale d'actifs Inc. 2020